



Manque de lait en sachet

«Perturbation» non «pénurie» selon le ministre

Se réjouissant de la disponibilité des produits agricoles durant le mois de Ramadhan, qui a déjà bouclé sa première semaine, le nouveau ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, dément l'existence d'une pénurie de lait en sachet, estimant qu'il s'agit juste d'une «perturbation».

Page 2

Visite du président Brahim Ghali à Cuba La Havane réitère son soutien à la cause du peuple sahraoui

Page 24



L'Ecole supérieure des sciences de l'aliment et des sciences de l'agroalimentaire (Essaia), créée en février dernier, verra en 2019 la sortie de sa première promotion d'ingénieurs spécialisés dans l'industrie alimentaire, destinés principalement aux entreprises de ce secteur qui a le vent en poupe.

Résultant de la transformation, par un décret de février 2017, de l'Ecole préparatoire en sciences de la nature et de la vie (Epsnv), l'Essaia, située à El Harrach (Alger), tend à devenir un pôle de forma-

Premier jour des épreuves du BEM

Sujets accessibles, stress et rumeurs

Le défi d'empêcher toute fuite de sujet a été raté par le ministère de l'Education nationale. Loin de parler de cas avéré de triche, les sujets de langue arabe et de physique étant publiés sur les réseaux sociaux une heure de temps après le début des épreuves, l'on peut néanmoins assurer que l'interdiction d'introduire des portables dans les centres d'examen n'a pas été totalement respectée.

Page 3



Les trois assaillants tués Un attentat fait sept morts à Londres

Page 9



Ecole ESSAIA Une pépinière des ingénieurs en industrie alimentaire

tion dans le secteur de l'agroalimentaire, explique à l'APS, la directrice de cette nouvelle Ecole supérieure, Mme Meriem Ben Mehdi.

La décision de créer un tel établissement, le seul en Algérie, «est un choix imposé principalement par le développement remarquable du secteur de l'industrie alimentaire en Algérie, mais qui souffre d'un manque flagrant d'encadrement technique qualifié», explique-t-elle.

Selon les statistiques, plus de 17 000 entreprises, publiques et privées, actives dans le secteur agroalimentaire en Algérie. En outre, 20 000 projets d'investissements agricoles et agroalimentaires d'un coût de 200 milliards de DA ont été enregistrés depuis 2010. Ce qui représente un énorme potentiel.

A ce propos, Mme Ben Mehdi relève que ses consultations menées en direction des responsables d'entreprises et d'organisations patronales sur leurs besoins, en termes de ressources humaines techniques, révèlent souvent un manque substantiel de cadres dans cette spécialité.

«Il est donc question de répondre aux besoins d'un secteur agroalimentaire très recruteur», explique-t-elle.

«L'idée est de maximiser les chances de nos diplômés à décrocher un travail. L'objectif de notre école est de former utile et d'offrir aux entreprises des cadres de qualité surtout que le secteur de l'agroalimentaire en Algérie enregistre une croissance à tous les niveaux», ajoute-t-elle.

Page 5

Equipe nationale

Les joueurs encensent la manière de jouer d'Alcaraz

Les joueurs de l'EN en stage à Sidi Moussa pour préparer les prochaines échéances des Verts, avec le match amical face à la Guinée et le match face au Togo, comptant pour les éliminatoires de la CAN 2019 ont été unanimes à avouer qu'ils restent confiants lors des déclarations à la zone mixte qu'ils ont accordées avant-hier soir.

Page 18



Manque de lait en sachet

"Perturbation" non "pénurie" selon le ministre

Se réjouissant de la disponibilité des produits agricoles durant le mois de Ramadhan, qui a déjà bouclé sa première semaine, le nouveau ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, dément l'existence d'une pénurie de lait en sachet, estimant qu'il s'agit juste d'une «perturbation».



Par Sofiane Aït Mohamed

Pour le ministre qui fait sa première sortie sur le terrain, il n'existe aucune pénurie de lait «mais seulement une certaine perturbation sur le marché due à l'accroissement de la demande». Mais il faut le dire, la «perturbation» a commencé bien avant le début du Ramadhan. en dépit donc de la disponibilité du produit comme le soutient le ministre, le marché n'a pas connu meilleure régulation. Le ministre a par ailleurs dans le même contexte souligné que les constatations qu'il a établies lors de sa visite à une laiterie de la zone industrielle Hammadi Krouma (Skikda) ont montré que les besoins de la

wilaya de Skikda estimés quotidiennement à 130 000 litres étaient satisfaits d'une manière ordinaire par les trois laiteries de la wilaya. En outre, concernant la disponibilité des produits agricoles, il a considéré que la disponibilité des produits durant le Ramadhan et la stabilité de leurs prix étaient le fruit du «succès» du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans le développement du secteur agricole. Dans une déclaration de presse faite lors de sa visite à la conserverie de tomate de la commune de Boumaïza, le ministre a affirmé sa volonté de poursuivre la concrétisation des objectifs retenus pour le secteur dans le programme du Président de la République,

notamment la sécurité alimentaire et l'expansion des terres agricoles exploitées et des surfaces irriguées. «Les produits agricoles sont aujourd'hui disponibles à des prix à la portée de tous, ainsi qu'observé par les consommateurs eux-mêmes», a ajouté M. Bouazghi qui a souligné que les prix de ces produits sont restés «stables» en ce début du mois de Ramadhan qui connaissait des flambées spéculatives. Le ministre a relevé que le choix de Skikda pour accomplir sa première sortie de terrain à la tête du département de l'agriculture était motivé par la diversité agricole de la wilaya permettant d'apprécier les réalités du secteur. Skikda est la première productrice nationale de tomate industrielle et est

également leader dans plusieurs autres filières dont celles de la pomme de terre et du miel, a souligné M. Bouazghi. Le ministre de l'Agriculture a entamé sa visite dans la wilaya de Skikda par l'inspection à Collo du centre national de recherche et développement de la pêche et de l'aquaculture et du port de la même ville où il s'est entretenu avec des pêcheurs. Il a également visité une entreprise de production de viandes blanches et d'oeufs dans la région d'El Hadaïk qui, a estimé le ministre, constitue «un modèle à généraliser» notamment après sa conclusion de plusieurs partenariats pour l'exportation de ces produits vers plusieurs pays.

S.A.M.

Pour faire aboutir ses revendications Le Snateg demande l'intervention de Bouteflika

Par Rachid Chihab

Le Syndicat national autonome des travailleurs d'électricité et du gaz (Snateg), frappe à toutes les portes pour faire aboutir sa plate-forme de revendications et faire cesser les pressions que subissent ses membres dans les différentes agences et filiales du groupe public Sonalgaz.

Après les grèves, les sit-in et les actions en justice, le syndicat décide de franchir une nouvelle étape. Il s'agit de la saisine officielle du président de la République Abdelaziz Bouteflika et du Bureau international du travail (BIT). L'annonce du recours à ces deux instances a été faite hier, par un communiqué sanctionnant les travaux du bureau national du syndicat réunis samedi à Alger, en session ordinaire pour faire le bilan des actions de protestation menées ces derniers jours et se décider sur la suite à donner à ces dernières. Dans son document, le Snateg affirme avoir décidé de saisir le président de la République et le Premier ministre pour les informer de la situation au sein du groupe Sonalgaz et de solliciter leur intervention urgente. Dans le même document, le syndicat annonce son intention de recourir aux mécanismes internationaux de protestation des droits des travailleurs à savoir le BIT. Une requête sera déposée par le Snateg contre la direction de la Sonalgaz auprès de cette instance internationale dont l'Etat algérien est membre. La requête sera axée sur les dépassements que subissent les délégués syndicaux du Snateg en accomplissant leurs droits d'exercer une activité syndicale. Toujours sur le BIT, l'organisation syndicale de Raouf Mellal a fait savoir dans son communiqué que des organisations internationales ont déjà déposé des requêtes en raison de ce que subissent les syndicalistes du Snateg. Ce dernier compte également publier au cours des prochains jours, un rapport pour faire la lumière sur tous les cas de licenciements abusifs des travailleurs de la Sonalgaz en raison de leurs activités syndicales. Le rapport sera remis au ministre du Travail de l'Emploi et de la Sécurité sociale Mourad Zemali.

Le Snateg a indiqué par ailleurs, que ses membres ont mené durant la journée d'hier, des actions de protestation dans les wilayas de Béjaïa et Tizi Ouzou. Des actions qui s'inscrivent dans le cadre du programme d'action du syndicat pour faire aboutir sa plate-forme de revendications. Cette dernière concerne une hausse importante des salaires de tous les travailleurs du secteur de l'électricité et le gaz, le respect des libertés syndicales, notamment le droit à la grève, la reconnaissance des syndicats autonomes comme partenaire social, le retrait du projet de révision du code régissant des relations du travail et le retour à l'ancien régime des retraites.

R.C.

Lutte antiterroriste

Un groupe de soutien arrêté par l'Armée à Tébessa

Par M. Aït Chabane

L'Armée nationale populaire (ANP) poursuit ses efforts dans le cadre de la lutte antiterroriste avec un rythme soutenu et une détermination toujours intacte, annihilant toutes les tentatives envisageables par les groupuscules terroristes qui écument encore certains maquis du pays. Ces derniers jours et en plein mois sacré de ramadhan, les éléments de l'Armée multiplient les ratisages parvenant à neutraliser plusieurs terroristes et récupérer des armes. En effet, trois éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés samedi dernier à Tébessa par des éléments de la

Gendarmerie nationale, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, le 3 juin 2017 à Tébessa (5ème Région militaire), trois éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont saisi, à Tindouf (3e Région militaire), une quantité de kif traité s'élevant à 200 kilogrammes». A Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6e Région militaire), des détachements de l'Armée nationale populaire «ont saisi un camion, 9,4

tonnes de denrées alimentaires, 1 000 litres de carburants et des outils d'orpaillage, tandis qu'un autre détachement a intercepté, à El Oued/4 RM, quatre contrebandiers, quatre véhicules, six quintaux de denrées alimentaires et 3 096 boîtes de produits cosmétiques», ajoute le communiqué du MDN. Une journée auparavant, soit vendredi dernier, la terroriste dénommée G. Noura, épouse du terroriste Gh. Mohamed, alias Abou Yasser s'est rendue aux autorités militaires, dans la zone de Bordj Taher, wilaya de Jijel, selon un autre communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et

grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale Populaire, la terroriste dénommée G. Noura, épouse du terroriste Gh. Mohamed alias Abou Yasser, s'est rendue, le 2 juin 2017, aux autorités militaires, dans la zone de Bordj Taher, wilaya de Jijel (5e Région militaire), accompagnée de ses trois enfants», précise la même source. «Il s'agit de Abdelbari, âgé de 17 ans, Yahia, âgé de 14 ans et Oussama (5 ans), nés tous dans les forêts et les montagnes», ajoute-t-on. Cette terroriste avait rallié les groupes criminels en 1996, rappelle le MDN. Ces arrestations s'ajoutent à celles déjà perpétrées le mois de mai écoulé, où 10 terroristes ont été abattus, quatre autres

ont été arrêtés alors qu'un terroriste s'est rendu durant le mois de mai, selon un bilan des activités de l'Armée nationale populaire (ANP) en matière de lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières. Les opérations de l'ANP ont permis, également, l'arrestation de trois éléments de soutien aux groupes terroristes, la découverte et la destruction de 35 abris pour terroristes. Une importante quantité d'armes et de munitions a été aussi saisie, dont un fusil mitrailleur de calibre 12,7 mm, un fusil mitrailleur de type FMPK, 25 fusils mitrailleurs kalachnikov, quatre fusils Simonov et quatre pistolets automatiques.

M.A.C.

Premier jour des épreuves du BEM

Sujets accessibles, stress et rumeurs

Le défi d'empêcher toute fuite de sujet a été raté par le ministère de l'Education nationale. Loin de parler de cas avéré de triche, les sujets de langue arabe et de physique étant publiés sur les réseaux sociaux une heure de temps après le début des épreuves, l'on peut néanmoins assurer que l'interdiction d'introduire des portables dans les centres d'examen n'a pas été totalement respectée.



Par Massi Salami

Des élèves interrogés à leur sortie des centres d'examen ont affirmé qu'ils ignoraient tout de cette fuite et qu'ils n'ont eu

accès aux questions qu'au moment de la distribution des sujets. Des sujets, affirmait-il, abordables, notamment concernant la langue arabe. Au Centre d'Alger, la plupart des candidats étaient rassurés par les deux épreuves de la matinée. Malgré

la fatigue, apparente sur leur visage due aux effets du jeûne, les élèves étaient animés d'une grande volonté. «Ça va, on attend l'après-midi pour reprendre les examens», nous dira une jeune fille, plutôt confiante et motivée. Ses collègues souriantes malgré le stress, affirmaient que ni les rumeurs ni la faim et la soif ne vont les détourner de leur objectif premier, celui de réussir le passage au lycée.

Depuis Mascara, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a affirmé hier que toutes les structures de l'Etat étaient mobilisées pour un bon déroulement des épreuves.

Dans une déclaration à la presse, la ministre, qui a donné à Ghriess le coup d'envoi des épreuves du BEM, a souligné la mobilisation de toutes les structures de l'Etat pour «assurer des conditions propices devant permettre à l'élève de prouver et d'exprimer ses compétences», lors de ces examens.

Mme Benghebrat a ajouté que les mesures de sécurité prises visent à garantir une «égalité des chances» aux candidats et qu'elles sont liées au volet

pédagogique. Elle a considéré que le climat dans lequel se déroulent cette année les examens est «bien différent de celui de l'année écoulée».

La ministre s'est montrée à l'occasion satisfaite des débats et des échanges enregistrés sur les réseaux sociaux et rejetant les événements connus lors de la précédente session. L'émergence d'une opinion publique contre tous ceux qui veulent porter atteinte à la crédibilité des examens est nécessaire, a-t-elle indiqué.

Mme Benghebrat a rappelé que le programme du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, vise à améliorer la gouvernance du secteur de l'Education et à atteindre une école d'excellence.

Elle a également assuré que la prochaine rentrée scolaire sera marquée par une «nouvelle étape» à mener avec le concours de tous les partenaires sociaux.

Mme Benghebrat a expliqué que cette étape sera axée sur le volet pédagogique et une importance particulière sera donnée au thème de la citoyenneté par le biais de l'élection de représentants des élèves afin de les initier à faire plus tard le bon choix.

Dans le Sud, les épreuves du BEM ont débuté dans de bonnes conditions.

Plus de 43 150 candidats issus des wilayas de Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Tamanrasset et Adrar, se sont rendus dans plus de 180 centres d'examen pour subir les épreuves du BEM sous la supervision de quelque 7 000 encadreurs, selon les données des directions locales du secteur de l'éducation.

Dans la wilaya de Ouargla, quelques 12 500 candidats, dont 84 candidats libres, se sont rendus dans les 54 centres d'examen pour passer cet examen encadré par 1 946 enseignants et agents. Répartis sur 38 centres d'examen et sous l'oeil vigilant de 1 573 encadreurs, un total de 9 721 candidats, dont 24 libres, sont concernés par les épreuves du BEM dans la wilaya de Laghouat.

Dans l'extrême Sud, à Tamanrasset, ils étaient 3 625 candidats, dont 12 libres, attendus ce matin à travers 24 centres d'examen, encadrés par 1 235 contrôleurs, alors que la wilaya voisine, Adrar, recense 8 924 candidats répartis sur 35 centres d'examen, toujours selon les directions de l'éducation.

M. S.

Près de 1 400 policiers mobilisés à Alger

Près de 1 400 policiers ont été mobilisés au niveau de 133 centres d'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) au niveau d'Alger dans le cadre du dispositif sécuritaire mis en place à cet effet, a indiqué hier un communiqué des services de Sûreté de la wilaya d'Alger.

Dans le cadre du dispositif sécuritaire mis en place au niveau des centres d'examen où se déroulent les épreuves du BEM, 1367 policiers ont été mobilisés pour sécuriser les 133 centres d'examen afin d'assurer les meilleures conditions aux candidats, précise le communiqué.

Il s'agit de sécuriser les centres d'examen et leur périmètre, les centres de collecte et de correction ainsi que l'opération d'acheminement des sujets et des feuilles en coordination avec les services du ministère de l'Education nationale.

Dans ce contexte, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont déployé 351 policiers pour la sécurisation des centres d'examen et 490 autres pour les périmètres en plus de 526 policiers pour la sécurisation de l'acheminement des sujets vers les centres de collecte et de correction, souligne le communiqué.

Ces éléments de sécurité seront chargés de réguler le trafic routier près des centres d'examen afin de réunir les meilleures conditions aux superviseurs et aux organisateurs.

Reda A.

Travaux publics

Le ministre effectue une visite au port d'Alger

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlâne, a effectué une visite de travail et d'inspection à certaines institutions relevant de son secteur à Alger, en tête desquelles le Port d'Alger, selon un communiqué émanant du ministère. Outre sa visite au port d'Alger, M. Zaâlâne a effectué une visite au transport maritime des voyageurs (Entmv), et au centre de maintenance des automotrices relevant de la Société nationale des transports ferroviaires (Sntf) au Caroubier pour s'enquérir du bon déroulement des ces entreprises, indique le communiqué.

Ces visites sont inscrites dans le cadre des activités initiées par le ministre depuis la semaine dernière, où il avait effectué des visites de travail et d'inspection inopinées à certains projet du secteur dans la wilaya d'Alger, à l'ins-

tar du projet d'extension de l'aéroport international d'Alger et d'autres projets routiers.

A cet égard, M. Zaâlâne, a inspecté le projet d'extension de l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediène, lequel permettra, une fois reçu en 2018, de transporter jusqu'à 10 millions de voyageurs par an. Le taux d'avancement de ces travaux d'extension (20 ha) est estimé actuellement de 70%.

D'un coût de 74 milliards de dinars, le nouvel aéroport sera doté d'un parking d'une capacité de 4 500 véhicules, trois hangars d'avion et des pistes s'étalant sur 424 000 m², ainsi que 120 points d'enregistrement et 84 guichets de contrôle. Par ailleurs, le nouveau ministre des Travaux publics a visité le projet de réalisation d'une route (issue) reliant Oued Ouchayeh à Baraki via un

grand pont. Ce projet facilitera l'accès à l'aéroport, et la sortie directement vers Birtouta et la RN1. M. Zaâlâne a également inspecté la route reliant le premier carrefour giratoire au second carrefour. Par ailleurs, le ministre a inspecté le projet relatif à l'aménagement de la baie d'Alger (Sablettes), qui sera équipée d'un parking de voitures destiné aux visiteurs de cette promenade. Ce parking réalisé sur une superficie de 47 000 m² sera élargi pour recevoir 1 200 véhicules.

Le premier responsable des Travaux a inspecté, en outre, les projets du Métro à la Place des Martyrs, à l'instar de l'extension des deux lignes de la place des Martyrs et de l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediène.

Lors de sa visite, le nouveau ministre des Travaux publics a

inspecté les travaux du métro à la place des Martyrs, la Grande-Poste et à la cité El Badr.

La mise en service de la ligne reliant la Grande-Poste à la place des Martyrs (1,7 km) est prévue pour la fin 2017.

L'exploitation de cette ligne et celle de Aïn Naâdja - Cité El Badr (3,6) permettront l'ouverture de cinq nouvelles stations, en l'occurrence Ali Boumendjel et la place des Martyrs quant à la première ligne, et les stations des Ateliers, de Aïn Naâdja I et Aïn Naâdja II concernant la deuxième ligne.

Ces lignes s'ajoutent aux trois lignes déjà existantes, en l'occurrence la Grande-Poste-Les Fusillés, Les Fusillés-Cité El Badr et Cité El Badr-El Harrach.

M. Zaâlâne a également rendu visite au centre de contrôle centralisé du métro d'Alger. Ainsi, il a

inspecté le taux d'avancement des travaux d'extension de la ligne de métro allant jusqu'à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediène.

Le taux d'avancement de l'extension du métro d'Alger reliant El Harrach-Centre à l'aéroport international d'Alger qui s'étale sur 9,5 km comprenant neuf stations estimé à 35% depuis son lancement (14 mois).

La réception de ce projet est prévue au plus tard pour la fin de 2019 ou le début de 2020.

Le métro d'Alger s'étale sur une longueur de 13 km et se compose de 14 stations allant de la Grande-Poste jusqu'à El Harrach. Après la mise des deux lignes de la place des Martyrs-la Grande-Poste et la Cité El Badr-Aïn Naâdja, le métro d'Alger couvrira à cet effet 18 km à la fin de 2017.

R. N.

Renégociation des accords UE-Maroc

Une «tentative cynique» de contourner le droit international

L'organisation britannique de solidarité avec le Sahara occidental, Campagne pour le Sahara occidental (WSC : Western Sahara Campaign) a affirmé samedi que la proposition de la Commission européenne pour la renégociation de l'accord d'association UE-Maroc est une «tentative cynique» de contournement du droit international.



WSC a exprimé, dans un communiqué, sa «profonde déception» que la Commission européenne «propose la modification des règles commerciales avec le Maroc afin que les ressources du Sahara occidental puissent être considérées illégalement comme marocaines».

«Cela semble être une tentative de contournement cynique du droit international», estime l'ONG qui rappelle que le consentement du peuple sahraoui est une «condition préalable» à tous les accords commerciaux qui concernent le territoire du Sahara occidental occupé par le Maroc.

Sur la base du droit international, la Campagne exprime son «soutien» à l'appel du Front Polisario, en tant que seul représentant légitime

du peuple sahraoui, pour que l'Union européenne (UE) et les gouvernements européens rejettent la proposition de la Commission européenne de renégocier l'accord d'association UE-Maroc.

«Si l'UE n'applique pas et ne reconnaît pas le jugement de sa propre Cour et renie le droit international, les conséquences juridiques et politiques sur la question de l'autodétermination du Sahara occidental, seront graves», affirme WSC.

La Campagne rappelle, à cet égard, que l'arrêt de la Cour de justice européenne (Cjue) du 21 décembre 2016 prévoit l'application du droit international et la tenue d'un référendum d'autodétermination, supervisé par l'ONU.

Elle estime que l'UE «pourrait jouer un rôle important» dans la résolution du conflit qui dure depuis plus de 40 ans et «devrait saisir

toutes les occasions» dans ce sens.

«Au lieu de tenter une renégociation d'un accord qui exploite illégalement les richesses d'un peuple colonisé, l'UE devrait commencer par soutenir les appels de l'ONU pour des entretiens directs entre le gouvernement marocain et le représentant du peuple du Sahara occidental, le Front Polisario, reconnu par l'ONU», indique l'ONG britannique. L'arrêt de la CJUE «dit clairement» que l'accord de libre-échange en matière d'agriculture et de pêche conclu en 2012 entre l'UE et le Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental, rappelle-t-elle.

«L'arrêt de la Cjue a confirmé qu'en vertu du droit international, le Maroc n'a aucun droit légal d'exploiter, pour son commerce, les richesses du Sahara occi-

dental», ajoute WSC.

L'organisation conclut en rappelant que le consentement des Sahraouis est une «condition préalable à tous les accords commerciaux jusqu'à ce que le statut du Sahara occidental soit défini».

Pour rappel, le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a adressé une lettre aux dirigeants de l'UE dans laquelle il a condamné fermement la proposition de la Commission européenne pour la renégociation de l'accord d'association UE-Maroc.

Il a appelé l'Union européenne et ses Etats membres à rejeter cette proposition qui constitue une violation de la décision de la Cjue et des principes fondamentaux du droit international.

R. I.

Espagne

La ville de Laudio demande le respect des droits du peuple sahraoui

Le Conseil municipal de la ville de Laudio (pays basque) vient d'adopter une motion de soutien dans laquelle il a plaidé pour la défense des droits du peuple sahraoui et dénoncé le Maroc en tant qu'Etat colonisateur.

Le Conseil de la ville Laudio a, dans cette motion, qui succède à celle adoptée le 3 mars dernier par le parlement basque et dans laquelle il avait demandé le respect de l'arrêt de la Cour de justice de l'union européenne du 21 décembre 2016, ajouté quelques éléments nouveaux qui mettent l'accent sur la défense des droits du peuple sahraoui et la reconnaissance de la Rasd (République arabe sahraouie démocratique) comme représentant unique et légitime du peuple sahraoui et sa richesse.

Le conseil de la ville de Laudio a par ailleurs rappelé que la société basque, solidaire avec le peuple sahraoui exige depuis des années, la mise en oeuvre d'une solution politique, juste et durable par le biais d'un référendum d'autodétermination pour mettre fin au conflit du Sahara occidental qui dure depuis plus de 42 ans.

La ville de Laudio s'engage également à décourager toute activité commerciale à même de perpétuer l'occupation marocaine du territoire sahraoui tout en oeuvrant pour l'information et l'avertissement du public et la communauté des affaires de la ville d'éviter de faire des transactions commerciales avec des entités et colonies marocaines dans les territoires sahraouis occupés.

Le même conseil s'est engagé en outre à exhorter le gouvernement espagnol de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la complicité résultante des relations commerciales et institutionnelles avec le Maroc.

Par ailleurs, le maire de de Totana, Juan José Canovas, vient de réaffirmer la solidarité et le soutien institutionnel du conseil de sa ville avec le peuple sahraoui dans sa lutte pour ses droits légitimes à l'autodétermination, tout en invitant le gouvernement espagnol à continuer à défendre le plan de la paix des Nations Unies.

Le problème du Sahara occidental, a-t-il souligné, relève du processus de décolonisation inachevée et qui doit être résolu selon le droit international.

H. Y.

Pour maintenir son assistance aux réfugiés sahraouis Le PAM a besoin de 7,9 millions de dollars

Le Programme alimentaire mondiale (PAM) a besoin de 7,9 millions de dollars pour les six prochains mois afin de continuer à fournir une aide alimentaire aux réfugiés sahraouis en Algérie, a indiqué vendredi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Le chef de l'ONU a appelé les bailleurs de fonds à «accroître de manière urgente leur assistance pour cette population souvent négligée et vulnérable», en précisant que le PAM a besoin de 7,9 millions de dollars pour «continuer à fournir une aide alimentaire cruciale au cours des six prochains mois». Le manque de financement a obligé le PAM à réduire les rations alimentaires de près d'un cinquième cette année et d'arrêter la distribution de suppléments nutritionnels pour traiter l'anémie et la malnutrition chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les jeunes enfants, a indiqué le porte-parole du SG de l'ONU, dans une déclaration à la presse.

«Les rations alimentaires seront encore réduites de moitié en juin, ce qui pourrait avoir un impact important sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des réfugiés», a ajouté le SG de l'ONU.

«L'aide humanitaire, y compris l'aide alimentaire, est une bouée de sauvetage pour ces réfugiés du Sahara occidental», a indiqué le SG de l'ONU en relevant qu'une récente évaluation a souligné «la situation précaire en termes de nutrition dans les camps de réfugiés sahraouis».

L. Y.

El Guerguerat

Le Polisario appelle au rétablissement de la Minurso

Le Front Polisario a informé l'ONU du retard de la présence de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) à El Guerguerat en conformité de la lettre et l'esprit de la résolution du Conseil de sécurité d'avril dernier.

Dans «une protestation officielle» présentée samedi par le coordinateur sahraoui avec la Minurso, M'hamed Khaddad, «le Front Polisario a informé l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, chef de la Minurso, Mme Kim Bolduc, de la nécessité d'une présence de cette mission à El-Guerguerat en application de

la résolution 2351 du Conseil de sécurité».

«Passé plus d'un mois de cette résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sans remarquer aucune présence de la Minurso dans la zone tampon d'El Guerguerat», a relevé M. Khaddad, regrettant l'arrestation des forces d'occupation marocaines dans la même zone du citoyen sahraoui Baba Ahmed Haidalla, le privant depuis quelques jours d'entrer aux territoires occupés du Sahara occidental.

M. Khaddad a appelé à la libération immédiate du citoyen sahraoui, Ahmed Baba Haïdalla et l'accès sans contrainte

aux territoires occupés du Sahara occidental. Il convient de rappeler que la situation de la zone d'El Guerguerat était au centre des débats du Conseil de sécurité fin avril dernier, qui ont abouti au renouvellement du mandat de la Minurso et la nécessité d'une présence permanente de cette mission dans la zone, estimant que la crise intervenue l'année dernière dans la zone d'El Guerguerat «soulève des questions fondamentales liées au cessez-le-feu et aux accords connexes et engage le secrétaire général à explorer les moyens de les résoudre».

R. N.

Ecole ESSAIA

Une pépinière des ingénieurs en industrie alimentaire

L'Ecole supérieure des sciences de l'aliment et des sciences de l'agroalimentaire (Essaia), créée en février dernier, verra en 2019 la sortie de sa première promotion d'ingénieurs spécialisés dans l'industrie alimentaire, destinés principalement aux entreprises de ce secteur qui a le vent en poupe.



Résultant de la transformation, par un décret de février 2017, de l'Ecole préparatoire en sciences de la nature et de la vie (Epsnv), l'Essaia, située à El Harrach (Alger), tend à devenir un pôle de formation dans le secteur de l'agroalimentaire, explique à l'APS, la directrice de cette nouvelle Ecole supérieure, Mme Meriem Ben Mehdi.

La décision de créer un tel établissement, le seul en Algérie, «est un choix imposé principalement par le développement remarquable du secteur de l'industrie alimentaire en Algérie, mais qui souffre d'un manque flagrant d'encadrement technique qualifié», explique-t-elle.

Selon les statistiques, plus de 17 000 entreprises, publiques et privées, activent dans le secteur agroalimentaire en Algérie. En outre, 20 000 projets d'investissements agricoles et agroalimentaires d'un coût de 200 milliards de DA ont été enregistrés depuis 2010. Ce qui représente un énorme potentiel.

A ce propos, Mme Ben Mehdi relève que ses consultations menées en direction des responsables d'entreprises et d'organisations patronales sur leurs besoins, en termes de ressources humaines techniques, révèlent souvent un manque substantiel de cadres dans cette spécialité.

«Il est donc question de répondre aux besoins d'un secteur agroalimentaire très recruteur», explique-t-elle.

«L'idée est de maximiser les chances de nos diplômés à décrocher un travail. L'objectif de notre école est de former utile et d'offrir aux entreprises des cadres de qualité surtout que le secteur de l'agroalimentaire en Algérie enregistre une croissance à tous les niveaux», ajoute-t-elle.

La première promotion des ingénieurs, qui seront issus de cette école en 2019 après avoir entamé leur cursus à l'ex-Ecole préparatoire en sciences de la nature et de la vie, sera spécialisée dans le contrôle de la qualité et l'analyse alimentaire, tandis qu'à la rentrée 2017-2018, une autre spécialité sera introduite portant sur les sciences de la conservation et de l'emballage alimentaire.

Cette nouvelle spécialité vise à former des professionnels dans le domaine de l'emballage «qui est une science à part entière» alors que l'Algérie manque grandement de professionnels en la matière, observe la même responsable.

«Les métiers de l'emballage n'existent pas chez nous», explique la directrice de cette école, en soulignant que les consommateurs ignorent si les emballages des produits qu'ils achètent, tels qu'ils sont fabriqués actuellement, soient réellement contrôlés et s'ils ne posent pas un danger sur leur santé et l'environnement.

Des débouchés variés et multiples

Les débouchés de l'Essaia sont divers et nombreux. Dans le secteur de l'agroalimentaire, les diplômés de cet établissement sont destinés vers les créneaux liés essentiellement au contrôle de la qualité, au service de gestion de la qualité, à la recherche et développement, à la production ou à l'achat des matières premières et ce, dans les entreprises agroalimentaires ainsi que dans les services de contrôle et de répression des fraudes du ministère du Commerce.

Selon Mme Ben Mehdi, avec l'ouverture d'autres spécialités dans les trois ou quatre prochaines années, la liste des

débouchés devrait s'élargir davantage (douanes, laboratoires, centres de recherche...).

«L'avantage dans ce cursus est que les étudiants sont recrutés au niveau national, sachant qu'actuellement, nous avons des élèves représentant 42 wilayas qui vont contribuer au développement local de leurs régions respectives dans le domaine de l'agroalimentaire», estime-t-elle.

Pour accélérer le processus de développement et assurer une plus grande performance de cette école, des accords de coopération ont été signés avec des entreprises algériennes ainsi qu'avec des écoles similaires étrangères dont notamment françaises dans le cadre d'échange d'expertise et de formation et de coopération scientifique et technique.

Elle a également signé des accords avec des universités algériennes comme celles de Ghardaïa et de Tamanrasset dans les domaines techniques et de recherche afin de valoriser les produits du terroir dans les Hauts-Plateaux et le sud du pays.

Récemment, des conventions ont été signées avec quatre entreprises privées de l'agroalimentaire, à savoir, l'Etablissement Larbi Chérif Chafik de Béjaïa, spécialisé dans la fabrication de produits parapharmaceutiques, l'Eurl Bioherbs d'Alger (fabrication de compléments alimentaires), l'Eurl Proderma de Sidi Bel Abbès (compléments alimentaires et produits cosmétiques), et la Sarl Myrale de Bordj Bou Arréridj (fabrication de compléments alimentaires).

Quant aux conditions d'accès à cette école supérieure, il est exigé du candidat le diplôme de baccalauréat avec une moyenne minimale révisable d'une année à une autre, et réussir le concours

d'accès.

«La condition de la moyenne obtenue au Bac n'a pas empêché de recevoir des centaines de dossiers de candidatures, mais nous n'en retenons que les meilleurs. Parfois, nous avons des candidats avec de très bonnes moyennes au Bac, supérieures à 15 et 16, qui ont préféré étudier chez nous que d'aller vers d'autres spécialités, habituellement plus prisées comme la pharmacie ou la médecine», constate la même responsable.

Quelque 650 étudiants, venant des quatre coins du pays, suivent actuellement leurs études à l'Essaia et dont la grande majorité provient de l'ex-Ecole préparatoire en sciences de la nature et de la vie.

L'Ecole offre aussi des formations continues de courte durée sur les bonnes pratiques, l'hygiène et la préparation en industrie agroalimentaire et la restauration collective, dans le cadre de conventions signées avec des partenaires tels les restaurants universitaires.

R. N.

Anem d'Oran Plus de 1 200 contrats de travail en DAIP résiliés

Au total 1 273 contrats de travail dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip) ont été résiliés depuis 2016 à Oran, dans le cadre de l'assainissement des listes de bénéficiaires de ce dispositif, a-t-on appris de l'Agence de l'emploi de la wilaya.

L'opération qui s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale visant l'assainissement des listes de bénéficiaires du Daip, a permis de déceler 1 273 cas de fraude depuis le lancement de l'opération en 2016, à partir desquels les contrats de travail ont été résiliés, a indiqué à l'APS la même source.

Les cinq premiers mois de l'année en cours ont vu la résiliation de 190 contrats de travail Diap, soit 15% du nombre global, a-t-on ajouté.

Il s'agit de demandeurs d'emploi placés au titre du Daip qui cumulent plusieurs fonctions, ou de personnes poursuivant encore des études universitaires.

L'assainissement touche également les personnes qui occupent des postes d'emploi alors qu'ils sont bénéficiaires de crédits auprès de l'Ansej, de la Cnac et de l'Angem, a-t-on précisé de même source. Une fois la fraude découverte, le contrat est automatiquement résilié, a-t-on assuré.

T. K.

Afin de vaincre la peur

La méditation et l'aide psychologique pour aider les cancéreux

La méditation, la relaxation et l'aide psychologique sont efficaces pour aider les cancéreux à réduire leur peur, montrent plusieurs études cliniques présentées au plus grand colloque mondial sur cette pathologie.



Ces recherches, dévoilées vendredi lors de la conférence de l'American Society of Clinical Oncology (Asco) à Chicago, aux Etats-Unis, s'inscrivent dans le cadre d'un nouvel effort par les oncologues pour doper le moral des patients.

La diminution de la peur et de l'anxiété «était suffisamment importante pour améliorer le bien-être psychologique et émotionnel de survivants du cancer», explique la Dr Jane Beith, oncologue à l'Université de Sydney en Australie et principale auteure de l'une de ces études.

Selon elle, environ 50% de tous les malades en rémission, quel que soit le type de tumeur, et 70% des jeunes femmes ayant survécu à un cancer du sein, font part d'une crainte importante de rechute.

Cette peur peut être stressante au point d'affecter l'efficacité du suivi médical, le comportement et les relations avec l'entourage et au travail, et d'une façon générale, empoisonne la vie, explique la Dr Beith.

Pour son étude effectuée avec

222 patients sans plus aucune trace de cancer, la moitié, pris au hasard, a participé à cinq séances de 60 à 90 minutes avec un thérapeute professionnel tandis que les autres n'ont reçu aucune aide psychologique. Cet accompagnement a consisté en des exercices d'assouplissement musculaire, de relaxation et de méditation.

Ces chercheurs ont utilisé un test pour mesurer le degré de crainte de rechute appelé «FCRI» et constaté que le score chez les participants ayant bénéficié de ces exercices a nettement diminué. Après les cinq séances de cette psychothérapie, les participants ont vu leur score baisser de 18,1 points en moyenne, comparativement à 7,6 points dans le groupe témoin.

Les bienfaits de ces exercices se sont aussi accrues avec le temps. Les bénéficiaires de cette thérapie ont réduit leur score de crainte de 27,2 points après six mois contre 17,8 points chez ceux qui n'ont pas suivi ce programme.

Une autre étude menée au Canada indique que la psychothérapie peut aussi avoir des effets

bénéfiques pour des malades atteints d'un cancer avancé. Cet essai clinique avec un groupe de 305 patients a montré que six séances de thérapie ont réduit les symptômes dépressifs chez 52% des participants, comparativement à 33% dans le groupe témoin. L'objectif de ces interventions était de préparer ces malades à des soins de fin de vie.

«Les avancées médicales contre le cancer sont devenues nettement plus importantes, et la médecine en général est plus technologique et je pense que jusqu'à récemment on prêtait moins d'attention aux aspects psychologiques et sociaux de cette maladie», a expliqué le Dr Gary Rodin, psychiatre au Centre du cancer Princesse Margaret à Toronto qui a mené cette recherche.

Il a formé du personnel dans vingt pays avec l'espoir de continuer à étudier cette approche thérapeutique au niveau international. «Il y avait vraiment un besoin exprimé par les patients et leurs familles pour que tous les aspects du traitement du cancer soient pris en comp-

te...», ajoute le psychiatre.

Une troisième recherche s'est concentrée sur la possibilité d'utiliser internet pour prodiguer de l'aide psychologique à distance à des cancéreux. Des chercheurs helvétiques ont recruté 129 malades qui avaient commencé leur traitement quelques mois avant. La majorité était des femmes avec une tumeur du sein au premier stade de développement.

Un indicateur permettant de mesurer leur degré de fatigue, un facteur important de qualité de vie, s'est nettement amélioré, ont constaté les chercheurs.

Le niveau d'angoisse a également légèrement diminué. L'étude n'a pas montré en revanche de différence pour les symptômes dépressifs. «Je pense que le soutien psychologique en ligne va devenir plus important à l'avenir avec le vieillissement de la génération digitale et l'accroissement de leur risque de cancer», a estimé la Dr Viviane Hess, une oncologue à l'hôpital Universitaire de Bâle en Suisse, qui a dirigé cette recherche.

H. R.

Avant la fin de l'année
Neuf
polycliniques
à réceptionner
à Laghouat

Neuf polycliniques devront être réceptionnées avant la fin de l'année en cours à travers différentes communes de la wilaya de Laghouat, dans le cadre de l'amélioration des prestations de santé, a-t-on appris hier des services de la wilaya.

Ces projets, dont quatre seront réceptionnés en juillet prochain et le reste avant la fin de l'année en cours, sont à un stade de réalisation avancé, a-t-on indiqué.

La direction de la santé et de la population de la wilaya a fait état, de son côté, de la prise de toutes les dispositions nécessaires pour l'équipement de ces structures et leur encadrement en staffs médical et paramédical, pour leur entrée en service aussitôt réceptionnés. Le secteur de la santé de la wilaya de Laghouat sera renforcé, outre ces structures, par la réception prochaine, d'un hôpital psychiatrique de 120 lits à Aflou, dont les travaux sont à 90% d'avancement, en plus d'un hôpital de 240 lits à Laghouat, faisant partie des structures devant constituer l'ossature du centre hospitalo-universitaire, une des trois structures du type projetées par les pouvoirs publics dans le sud du pays.

K. M.

Organisation nationale des aveugles algériens

Projet de création d'une société d'insertion professionnelle des non-voyants

L'Organisation nationale des aveugles algériens (Onaa) compte créer une société à responsabilité limitée (Sarl) à Oran pour fournir des postes d'emplois aux non voyants, a-t-on appris de son président.

Cette entreprise mixte en partenariat entre l'Onaa et un jeune non-voyant entrera en service en novembre prochain, a indiqué Lahouali Mohamed soulignant «nous sommes en phase d'élaboration du statut particulier pour pouvoir se faire délivrer le registre de commerce de cette société, dont le siège sera au site de l'ex-Entreprise nationale des brosses (Enabros) d'Oran.

La future société portera le nom Wamidh (lueur) d'Oran, une première expérience du genre au niveau national, activera dans 26 spécialités dont la fabrication de brosses, de balais, de détergents et la vannerie. Métiers qu'un non-voyant peut exercer.

En cas d'incapacité de la personne aveugle, l'emploi est accordé à un de ses proches, selon la même source.

L'Organisation nationale des aveugles algériens projette d'employer 160 non-voyants dans cette société, en première phase 30 jeunes qui suivent actuellement une formation en fabrication de brosses, balais et vannerie au

siège de l'ex-Enabros, encadrée par 17 anciens travailleurs de cette entreprise publique d'insertion socio-professionnelle des handicapés, dissoute en 2011.

Ces cadres seront réintégré dans cette société jusqu'à l'âge de la retraite, a fait savoir Lahouali Mohamed, qui est responsable du bureau d'Oran de cette organisation, soulignant que ces anciens employés ayant à charge des familles seront ainsi sauvés.

Cette société produira une partie de la matière première utilisée dans la fabrication de brosses et de balais et achètera le reste du marché local.

Ainsi, sa production sera à cent

pour cent algérienne, a indiqué le président de l'Onaa, appelant les autorités locales à accorder des facilités administratives pour concrétiser ce projet au temps imparti. La contribution de l'investisseur El Ouafi Mohamed, âgé de 27 ans, un aveugle diplômé universitaire, est à hauteur de 45% et concerne l'acquisition d'équipements, a-t-il souligné, déclarant «notre objectif est l'insertion professionnelle d'un grand nombre d'aveugles à travers l'autofinancement».

La société Wamidh d'Oran des aveugles porte le même nom du projet social, professionnel, éducatif et culturel initié par

l'Organisation nationale des aveugles algériens et lancé en février dernier à Oran dans le cadre du programme local de soutien des jeunes et de la convention paraphée entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

Ce projet porte sur la formation de jeunes aveugles en fabrication de brosses, de détergents, de macramé et autres pour leur insertion professionnelle et leur accompagnement à travers la création de micro-entreprises dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) et d'autres initiatives, notamment celle de création d'une imprimerie numérique en braille.

G. L.

Table de Ramadhan à El Oued

El ouazouaza, une boisson traditionnelle indétrônable

El ouazouaza, une boisson traditionnelle réhydratante et nutritive, s'impose sur la table de Ramadhan, jus qu'à devenir indétrônable, dans la wilaya d'El Oued.



Elle est très prisée en période des grandes chaleurs, notamment au mois de Ramadhan, pour ses vertus réhydratantes et revigorantes pour les jeûneurs, grâce aux multiples plantes naturelles et infusions la composant.

Cette boisson, dont la préparation est l'apanage pratiquement des vieilles femmes, car détenant encore les secrets de cette recette séculaire, était au départ un breuvage fait maison pour la consommation familiale, avant de gagner du terrain pour s'installer sur les étalages de commerces en tant que source de revenus pour ses producteurs, leur permettant de couvrir une partie des

dépenses croissantes en ce mois sacré de Ramadhan.

El ouazouaza, comme appelée par la population locale et dont le nom est dérivé de son goût légèrement amer et piquant, résulte de sa composition d'infusions et de plantes naturelles et aromatiques riches en substances nutritives et en sels minéraux réhydratants en période des chaleurs, selon les connaisseurs de cette préparation.

Concernant sa préparation, les fins connaisseurs estiment nécessaire l'infusion de plus de 40 espèces végétales, médicinales et aromatiques, certaines d'origine montagnaise et d'autres saharienne, dont la camomille, appelé ouazouaza,

le romarin, le fenugrec, en plus d'autres espèces sucrées, tels l'aneth, le fenouil, l'anis vert, le gingembre et la cannelle, en vue d'obtenir une sécrétion juteuse. Pour lui conférer davantage de saveur, certains y rajoutent des céréales, dont l'orge, et des légumes secs dont la fève et les pois chiches de fermentation, enveloppés en poignées de 30 à 50 gr de chaque espèce végétale, bien lavées et maintenues dans une étoffe de linge blanc propre appelée sorra ou hezma, avant de l'imbiber dans un récipient de 10 litres d'eau et de laisser couvert pour une durée de 12 h.

L'opération, a-t-on expliqué, est répétée jusqu'à épuration

des plantes de tous résidus impropres, avant d'être replacées dans une quantité supplémentaire d'eau en y ajoutant, pour obtenir un goût sucré, un kilogramme de dattes diluées dans de l'eau jusqu'à obtenir un jus de datte appelé merissa, et ensuite fermer le récipient pendant 24 h, période nécessaire à l'interaction des plantes donnant lieu à une production très appréciée de boisson «fait maison» succulente. Une préparation somme toute prisée qui fait que l'on substitue aux autres boissons juteuses, et qui fait même l'objet d'échange entre familles de bouteilles de ouazouaza, en cette période.

R. T.

Ramadhan

Chaleur et ambiance algériennes lors d'un iftar à Moscou

Le temps d'un iftar de Ramadhan, des étudiants algériens de différentes facultés de Moscou se sont retremés dans l'ambiance des soirées de ce mois sacré, à l'occasion d'un dîner de rupture du jeûne organisé vendredi, dans l'enceinte de l'université de l'Amitié des peuples Patrice-Lumumba.

Marquant le 7^e jour du Ramadhan, cette rencontre a été «chaleureuse et conviviale» de l'avis de l'ensemble des hôtes de la soirée qui ont savouré, dans une atmosphère détendue et familiale, le repas concocté à l'occasion. Munis de leurs Smartphones, certains se faisaient un plaisir de prendre des photos alors que d'autres postaient en Live des vidéos sur leur page Facebook.

Les étudiants ont grandement apprécié ce rendez-vous au cours duquel ils ont pu rencontrer et faire la connaissance de quelques uns de leurs compatriotes établis

à Moscou. Ils ont également apprécié la présence à leurs côtés, de deux représentants de l'ambassade d'Algérie à Moscou qui ont tenu à partager le ftour avec ces étudiants et être, le cas échéant, à l'écoute de leurs doléances.

L'organisateur de la soirée, Salem Ammour, est un Algérien établi à Moscou, qui assiste ses compatriotes venant étudier en Russie, en leur facilitant l'installation dans le pays de Pouchkine. «C'est devenu une tradition pour nous d'organiser ce genre de soirée pour réunir nos compatriotes», a-t-il dit à l'APS, «cela procure une joie indescriptible chez eux, car leur permettant de sortir de la routine et de mieux appréhender la période des examens actuelle».

La soirée terminée, la joie se lisait sur tous les visages. Les convives quittent alors le restaurant, pour être «accueillis» à l'extérieur par un froid glacial (+4 degrés)

en ce mois de juin. Toutefois, ils se disent «habitues maintenant» à la vie moscovite où la saison de l'hiver ne semble pas vouloir se terminer.

Une centaine d'Algériens étudiant dans différentes spécialités dans les universités de Moscou sans compter ceux qui sont dans les autres villes de Russie, à Saint Petersburg, Krasnodar, Kazan...etc.

L'Université de l'Amitié des peuples Patrice-Lumumba, où a eu lieu la soirée, réunit près de 8 000 étudiants de 152 nationalités. Elle dispose de 10 facultés principales (droit, économie, sciences physiques et mathématiques, lettres, sciences humaines et sociales, génie, médecine, agriculture, écologie), outre trois facultés de formation continue spécialisée, trois unités communales de formation universitaire, sept instituts, 33 centres d'études et de recherche et 150 laboratoires.

R. N.

Une opération de collecte de dons initiée par la radio de Tizi Ouzou
Plus de 1 700 familles de handicapés ciblées

Un total de 1 775 familles de handicapés de la wilaya de Tizi Ouzou sont ciblées par une opération de collecte de dons initiée samedi par la radio locale, a-t-on appris de son directeur, Arezki Azzouz.

Cette opération, lancée en collaboration avec la direction locale de l'Action sociale et de la solidarité (Dass) à l'occasion du mois de Ramadhan, consiste en la collecte de dons en numéraire et en nature au profit de deux catégories de familles, à savoir celles ayant à charge deux enfants handicapés ou plus, et les handicapés, chefs de familles ayant à leur charge des mineurs, a indiqué à l'APS ce même responsable.

Un numéro de compte bancaire (0200 000 919 clé 08, BNA) est mis à la disposition des bienfaiteurs pour les dons en numéraires. En outre, quatre sites pour la collecte de dons en nature (vêtement neufs, produits parapharmaceutiques, denrées alimentaires...), à savoir l'école des jeunes aveugles de Boukhalfa à Tizi Ouzou, le Centre psychopédagogique de Larba N'ath Irathen, la cellule de proximité et d'écoute de la Dass d'Azazga, cellule et le siège du Croissant-Rouge algérien (CRA) de Draâ El Mizan, sont mis à la disposition des citoyens qui voudront contribuer à ce geste de solidarité, a ajouté M. Azzouz.

L'objectif de cette action humanitaire qui se poursuivra jusqu'à 18 h, est de créer un déclic chez la population pour un élan de solidarité en faveur des franges fragilisées de la société. «Un élan que, nous espérons, se poursuivra au-delà de cette journée», a souligné le directeur de la Radio qui a relevé que depuis le lancement de cette opération à 7h, de nombreux citoyens ont contacté la radio pour s'informer sur la manière dont ils pourront contribuer à cette action.

«Nous enregistrons un véritable engouement de la part de la population», a-t-il observé.

Le directeur de l'Action sociale et de la solidarité, Hadj Bouchoucha, a indiqué, pour sa part, que le personnel de cette institution est mobilisé aux côtés de celui de la radio, pour la réussite de cette action, affirmant que des décharges seront remises contre chaque don afin de garantir la transparence de cette opération de solidarité.

Il a précisé que la population ciblée aujourd'hui est composée de 825 familles ayant plus de deux enfants handicapés, dont 720 familles comptant chacune deux enfants handicapés, 75 autres avec chacune trois enfants, 23 avec chacune quatre enfants, cinq familles comptant chacune cinq enfants et une famille avec six enfants handicapés à charge. A ces 825 familles, s'ajoutent 950 handicapés chefs de familles ayant à leur charge des mineurs, soit un total de 1 775 familles ciblées.

H. L.



El Tarf

25 femmes rurales ciblées par une formation en apiculture



Pas moins de 25 femmes rurales de la wilaya d'El Tarf ont bénéficié, récemment, d'un stage de formation pratique en apiculture, dans le cadre d'un accord de coopération algéro-allemand, a-t-on appris, samedi, auprès du directeur local de l'environnement.

S'inscrivant dans le cadre du programme de gouvernance environnementale et biodiversité (GENBI), initié par le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement en partenariat avec l'agence de coopération allemande GIZ, ce stage a pour but, selon M. Kouider Feraoune, d'inculquer les bonnes pratiques dans le domaine de l'apiculture à ces femmes issues

notamment de la commune frontalière de Bougous.

Au terme de ce stage de six mois, dont trois mois sont consacrés au volet théorique et le reste à la pratique au niveau de la région de Sidi Trad, ces femmes rurales bénéficieront de deux (02) ruches d'abeilles chacune, dans une opération inscrite dans le cadre du «développement durable des potentialités naturelles existantes dans cette région et la protection de l'environnement».

Quatre (4) sessions dédiées à l'apiculture, filière qui gagnerait à être judicieusement exploitée au regard des opportunités offertes dans ce domaine, ont été proposées aux femmes rurales de cette région pour leur permettre d'acquérir et de perfectionner leur savoir faire, a-t-on ajouté de même source.

M. Feraoune a également rappelé qu'une trentaine de femmes rurales

des localités d'Oum Théboul et Bougous avaient bénéficié, vers la fin de l'année écoulée, d'un stage pratique dédié à la production de l'huile de lentisque, produit de forêt abondant dans cette région de l'extrême nord Est du pays.

Dispensée par un centre tunisien spécialisé en plantes aromatiques et médicinales, cette formation leur a permis, a-t-on affirmé, de consolider leurs connaissances théoriques portant sur l'amélioration du procédé d'extraction de l'huile de lentisque et de compléter la formation de trois (3) jours organisée auparavant dans la localité d'El Kala.

Les résultats de cette série de stage de formation commence, d'ores et déjà, à «se faire sentir et se reflète sur la production de plus en plus intéressante de cette huile», a-t-on encore affirmé.

R. N.

Constantine

Lancement d'une formation en anglais dédiée aux doctorants

■ Une formation en anglais appelée Open Gate (portail ouvert), destinée aux étudiants en doctorat, toutes filières confondues, sera lancée au mois d'octobre prochain par l'Ecole normale supérieure de Constantine (ENSC) Assia Djebar, a révélé, samedi à l'APS, son directeur Mahmoud Boushaba. Cette formation, dispensée en «présentiel et à distance», vise à initier les étudiants en doctorat à lire et rédiger un article en anglais pour permettre aux étudiants ayant des insuffisances dans le domaine de les combler et ce, conformément aux instructions du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, a-t-il indiqué.

Précisant que cette formation Open Gate sera «ouverte à tous les étudiants inscrits en doctorat», quel que soit la filière, M. Boushaba a indiqué que des sessions de 200 à 240 étudiants, d'une durée de trois (3) mois comportant 3 à 4 semaines de suivi présentiel nécessaire et les autres à distance, sont prévus par la plateforme dédiée à cette formation.

Selon ce même responsable l'objectif de cette formation est de faciliter aux étudiants la compréhension des thématiques, la recherche bibliographique en anglais, ainsi que la rédaction d'articles, d'autant que, a-t-il assuré, 80% des publications universitaires sont en anglais. Outre cela, l'ENSC organisera à la fin du mois d'octobre 2017, les Doctoriales internationale de mathématiques avec la participation de professeurs de renommée mondiale en mathématiques, qui viendront du Canada, de Chine, de Russie et d'Italie notamment, ainsi que des professeurs algériens, a encore révélé M. Boushaba. Ces professeurs animeront des plénières en présence de 200 à 250 étudiants inscrits en doctorat de mathématiques, en sus d'ateliers thématiques au cours desquels ces étudiants exposeront leurs travaux et débattront de leurs sujets en vue de pouvoir avancer dans leurs recherches, a-t-il précisé.

Le directeur de l'ENSC a estimé que l'Open Gate et les Doctoriales de mathématiques constituent les «activités phares de la prochaine rentrée universitaire», évoquant également la mise en place d'une chaîne Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) sur la thématique «Education au développement durable». Il a, en outre, ajouté que cette chaîne Unesco permettra d'avoir un financement pour «tenter d'inculquer la culture du développement durable, au sens large du terme, aux futurs enseignants».

G. L.

Tébessa

Dix nouveaux forages pour renforcer l'AEP

■ La réalisation de dix (10) nouveaux forages d'un débit de 34 litres par seconde, destinés à l'alimentation en eau potable (AEP) de plusieurs communes de la wilaya de Tébessa, a été lancée, a-t-on appris samedi auprès de la direction des ressources en eau (DRE). Ces ouvrages hydrauliques sont réservés à l'approvisionnement en eau potable des habitants des communes de Bir Dheb, d'Ogla, de Bir El Ater, de Morsott, d'Ogla Melha, de Hammamet, de Guorriguer et de Kouif, a précisé la même source. Il a été procédé récemment au lancement des travaux de réalisation, d'équipement et d'électrification de deux forages d'une profondeur estimée à 400 mètres linéaires permettant la mobilisation de 20 litres en seconde au bénéfice de chacune des villes de Tébessa et de Tlidjene en plus de la réhabilitation de 11 ouvrages similaires existants dans la wilaya, dans le cadre d'une vaste opération visant la mise à niveau de 25 forages dans la wilaya, a-t-il noté.

Une action portant renouvellement du réseau d'eau potable dans les communes de Tébessa (2ème tranche), de Ouenza, d'El Aouinet, de Morsott, de Kouif, de Bir Dheb, d'Ain Fedha, de Boukhadra, d'El Ma Labiodh et d'Ogla, a été achevée, selon la même source. Une étude relative à la réalisation de barrage d'Ain Babouche dans la commune de Tlidjene destiné à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Cheria, a été également entamée, au titre du programme sectoriel centralisé, a fait savoir la même source, affirmant la réception la fin de l'année en cours du barrage d'Ouedjet Melag destiné à l'approvisionnement en cette ressource vitale des daïras de Ouenza et d'El Aouinet. Un autre projet portant réhabilitation du réseau d'AEP de la zone rurale des régions de Boulehaf Dir, d'Ouled Atia, d'Ouled Hamza et de Khemeysia depuis le réservoir de Lehmima dans la localité de Boulehaf Dir et la zone rurale de Sefsaf El Ouesri, figure également parmi les opérations lancées, a-t-on ajouté. Une action d'alimentation en eau potable dans la ville de Tébessa à partir du transformateur de la commune d'El Ma Labiodh à travers le raccordement et l'équipement électromécanique du forage Leberzqual d'un débit de 25 litres en seconde, a été aussi finalisée, selon la même source.

G. Y.

Oran

Un cycle de formation en management associatif

La première session d'un cycle de formation en management associatif, initiée dans le cadre du Programme d'appui jeunesse-emploi (PAJE), a été organisée à Oran alors que 3 autres sessions sont prévus cette année à Annaba, Khenchela et Béchar, a-t-on appris de l'unité locale du PAJE d'Oran.

Une vingtaine de jeunes issus du mouvement associatif ont pris part à cette première session, qui s'est tenue en avril dernier, et qui vise à former des formateurs et encadreurs de jeunes pour être plus efficaces au sein de leurs associations, a expliqué Hayet Remmache, experte support régional à Oran.

Cette formation intervient dans le cadre de la mise en place des Pools de ressources et d'expertise associative (PREA), prévus dans chacune des wilayas pilotes du PAJE, a-t-elle précisé.

Ce cycle de formation a pour but de constituer un pool d'animateurs en appui auprès des acteurs de la société civile actifs dans le domaine de la jeunesse, ajoute cette experte.

Alors que la première session a abordé le thème de l'ingénierie de formation et pédagogie, les prochaines sessions porteront sur la gouvernance, la communication, le développement local et la gestion des projets. Ces formations permettront de péren-

niser les actions du PAJE, Les associations initiées sur des aspects liés à la gestion et le management, auront par ailleurs les capacités pour former les jeunes sur tout ce qui a trait à la création d'entreprises et l'orientation à l'employabilité, a souligné, de son côté, Kamel Hadj Amar, expert PAJE Oran-Béchar.

Ce cycle de formation aborde en outre des aspects liés à l'élaboration des projets, ce qui permettra aux associations n'ayant pas une grande expérience de présenter des projets bien ficelés pour obtenir des subventions auprès des bailleurs de fonds, a-t-il ajouté.

L. L.

CONFLITS ►►

Les trois assaillants tués

Un attentat fait sept morts à Londres

Une attaque «terroriste» au véhicule bélier et au couteau a fait sept morts et une trentaine de blessés samedi soir dans le quartier du London Bridge, dans le centre de la capitale britannique, ont annoncé les autorités.



Les trois assaillants ont été abattus par des policiers dans le marché couvert de Borough Market après avoir abandonné leur véhicule, a ajouté le chef de l'antiterrorisme britannique, Mark Rowley.

L'attaque a débuté vers 22h locales à la sortie du London Bridge, sur la rive Sud de la Tamise, lorsqu'une camionnette blanche circulant à une vitesse élevée a foncé sur des piétons en zigzagant.

Les assaillants se sont ensuite rendus au marché couvert de Borough Market, qui héberge de nombreux restaurants et pubs très fréquentés en cette soirée estivale, où ils ont abandonné leur véhicule, a raconté Mark Rowley devant la presse.

«Des policiers armés ont alors réagi très rapidement et courageusement et ont fait face aux trois suspects qui ont été abattus dans le Borough Market», a déclaré le chef des services antiterroristes, précisant que les trois hommes portaient de fausses vestes explosives.

«Malheureusement, six personnes sont

mortes en plus des trois assaillants qui ont été abattus», a-t-il ajouté.

Les services ambulanciers ont annoncé de leur côté avoir transporté plus de 30 blessés dans cinq hôpitaux londoniens. D'autres personnes souffrant de blessures légères ont été soignées sur place, ont-ils dit.

Un témoin a déclaré à Reuters avoir vu six corps allongés sur le trottoir près du London Bridge.

«J'ai immédiatement pensé à l'attaque de Westminster», a-t-il déclaré en décrivant une camionnette qui zigzagait pour renverser des groupes de piétons.

LE SCÉNARIO DE WESTMINSTER

Le 22 mars dernier, une attaque à la voiture bélier a fait cinq morts sur le pont de Westminster, non loin du London Bridge.

Un troisième incident a été signalé samedi dans la soirée dans le quartier de Vauxhall, dans le sud de Londres, mais la police a par la suite indiqué qu'il n'était pas lié aux précédents ni au terrorisme.

La police, qui parlait dans un premier

temps d'un «incident de sécurité majeur», l'a requalifié en «attaque terroriste» environ trois heures après les faits.

«L'enquête progresse rapidement», a dit la Première ministre, Theresa May. «Je veux exprimer mon immense gratitude à la police et aux services d'urgence qui sont sur place».

A quatre jours des élections législatives au Royaume-Uni et moins de deux semaines après l'attentat-suicide qui a fait 22 morts à Manchester, Theresa May réunira dimanche matin son conseil de sécurité.

Après l'attentat de Manchester, le niveau d'alerte avait été relevé de sévère à critique, son niveau le plus élevé, par crainte d'une nouvelle attaque, mais il avait été rabaissé quelques jours plus tard. Un concert en hommage aux victimes devait d'ailleurs se tenir dimanche soir à Manchester.

Le maire de Londres, Sadiq Khan, a réagi à l'attentat dans sa ville en dénonçant une «attaque délibérée et lâche contre des innocents». «Il n'y a aucune justification à de tels actes barbares», a-t-il dit.

APPEL DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Dès l'annonce de l'attaque, les autorités ont demandé aux habitants d'éviter le secteur du London Bridge et de se mettre à l'abri plutôt que de tenter de rentrer chez eux. Des dizaines de personnes ont plus tard été exfiltrées du quartier, certaines les mains sur la tête.

La police a procédé vers 1h30 à trois explosions contrôlées près du Borough Market, dont l'une particulièrement forte, selon un journaliste de Reuters sur place.

Selon la chaîne américaine CNN, qui cite un témoin, au moins deux personnes ont été poignardées dans un restaurant de ce marché, et d'après la radio de la BBC, les clients se sont défendus en jetant des tables et des chaises sur leurs agresseurs.

La station de métro London Bridge et plusieurs autres stations de métro et gares du secteur ont été fermées à la demande de la police.

L'attaque n'a pas encore été revendiquée mais le groupe Etat islamique a diffusé samedi sur la messagerie cryptée Telegram un message dans lequel il appelle ses partisans à attaquer avec des camions, des couteaux et des armes à feu les «Croisés» pendant le mois sacré de ramadan.

Le président Emmanuel Macron a assuré sur Twitter que la France était «plus que jamais aux côtés du Royaume-Uni», son ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, assurant pour sa part les Londoniens de la «totale solidarité de la France».

Réagissant lui aussi à cette attaque, avant même qu'elle ne soit terminée, Donald Trump a aussi assuré la Grande-Bretagne de son soutien et appelé ses compatriotes à la vigilance.

Il a conclu que pour assurer leur sécurité, les Etats-Unis «ont besoin de l'interdiction de voyage» qu'il a, sans succès, voulu imposer aux ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane à son arrivée à la Maison-Blanche.

Reuters

Pakistan

Une dizaine d'éléments de Daech abattue

Les forces armées pakistanaises ont abattu une dizaine d'éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) soupçonnés de détenir deux ressortissants chinois enlevés récemment, au cours d'une opération de trois jours, a annoncé hier un haut responsable de la sécurité.

L'opération a été menée dans le district de Mastung, dans la province du Balouchistan, dans le sud-ouest du Pakistan, et visait une grotte qui servait de cache à Daech, a déclaré le responsable de la sécurité cité par l'AFP.

«Douze à 13 commandants ont été tués après des échanges de tirs nourris et la zone a été sécurisée samedi soir», a-t-il dit.

Les deux ressortissants chinois n'ont pas été retrouvés même si le véhicule ayant servi à les enlever a été repéré près de là.

Les forces de sécurité ont également saisi «six ceintures d'explosifs, des munitions, des explosifs, des détonateurs, des panneaux solaires et des rations alimentaires», selon un autre responsable pakistanais. La grotte servait à l'EI de base pour commettre des attaques à travers le Pakistan.

Les deux ressortissants chinois avaient été enlevés le mois dernier à Quetta, la capitale de la province. Une Chinoise avait réussi à s'enfuir lorsque les ravisseurs avaient tiré en l'air pour disperser les passants.

R. N.

Syrie

La bataille pour la reprise de Raqa a commencé

La bataille pour la reprise de Raqa au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) en Syrie a commencé après que les Etats-Unis ont informé la Turquie, a annoncé hier le Premier ministre turc, Binali Yildirim.

L'annonce de M. Yildirim contredit les déclarations des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis, qui a affirmé samedi que l'assaut serait lancé «dans quelques jours». «L'opération de Raqa, prévue longtemps à l'avance, a commencé tard le 2 juin. Les Etats-Unis ont donné (à la Turquie) les informations nécessaires sur cette question avant l'opération», a précisé M. Yildirim aux médias locaux, dont l'agence Anadolu.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan

avait averti les Etats-Unis que la Turquie ne prendrait pas part à une opération pour reprendre Raqa au groupe terroriste Daech en Syrie, aux côtés des milices kurdes.

Or Washington soutient les milices kurdes des YPG (Unités de protection du peuple kurde) qui sont la principale composante des FDS. La Turquie considère les YPG comme l'extension en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), qui livre une sanglante lutte armée depuis 1984, et qui est classé «terroriste» par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Les Etats-Unis ont commencé à livrer des armes aux YPG, mais cette décision a provoqué la colère d'Ankara. Le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a appelé mercredi Washington à «revenir sur cette erreur», estimant que la livraison d'armes

aux YPG était «extrêmement dangereuse». La Turquie redoute la création d'une zone contrôlée par les Kurdes dans le nord de la Syrie, à la frontière turque.

Ankara a d'ailleurs lancé une offensive terrestre dans le nord de la Syrie en août dirigée à la fois contre l'EI et les milices kurdes. Lors d'une rencontre avec des journalistes samedi soir, le Premier ministre turc a laissé entendre que la Turquie n'hésiterait pas à s'engager plus avant, sans donner plus de détails.

«Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, nous n'hésiterons pas à prendre les mesures nécessaires pour la sécurité de notre pays et de notre peuple», a-t-il dit, cité par l'agence Anadolu. «Nous l'avons fait par le passé et si cela est nécessaire, nous le ferons», a-t-il ajouté.

G. L.

Ebola en RDC

Kinshasa annonce la maîtrise de l'épidémie

Les autorités congolaises ont annoncé vendredi avoir maîtrisé la propagation de l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola, trois semaines après sa déclaration dans une zone enclavée du nord-est de la République démocratique du Congo.



Après vingt et un jours, "nous pouvons dire que la propagation de l'épidémie a été maîtrisée", a déclaré à la presse le ministre de la Santé congolais Oly Ilunga.

Depuis le 21 avril, "nous comptabilisons sept cas dont trois probables [et] quatre confirmés au laboratoire. De tous ces cas, quatre sont décédés", a-t-il détaillé.

Selon M. Ilunga, "aucun professionnel de la santé n'a développé la maladie", "aucun contact des patients décédés n'a développé une fièvre virale hémorragique" et "tous les tests réalisés sur les cas suspects sont négatifs à ce jour". La fièvre hémorragique provoquée par ce virus est hautement contagieuse et la durée d'incubation du virus Ebola est de 21 jours.

Au courant du mois de mai,

le gouvernement congolais avait autorisé des tests de vaccin contre le virus d'Ebola dans le pays. "Mais pour différentes raisons, notamment logistiques, les vaccins ne sont toujours pas arrivés en RDC à ce jour", a indiqué le ministre Ilunga.

L'épidémie qui touche la RDC est la huitième épidémie d'Ebola depuis la découverte de ce virus sur son sol en 1976. La maladie a été détec-

tée dans une zone isolée du Bas-Uélé, à environ 1.300 km au nord-est de Kinshasa.

Cette nouvelle épidémie est la première flambée d'Ebola depuis la terrible épidémie qui avait frappé l'Afrique de l'Ouest entre fin 2013 et 2016, causant plus de 11.300 morts sur quelque 29.000 cas recensés, à plus de 99% en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone.

AFP

Présidentielle

"Je n'ai rien promis du tout", prévient Joseph Kabila

Cinq ans qu'il n'avait pas accordé d'interview. Le président congolais Joseph Kabila se confie rarement à la presse internationale et son entretien au magazine Der Spiegel pourrait provoquer de vives réactions en République démocratique du Congo. "Je n'ai rien promis du tout" concernant la tenue d'une élection présidentielle cette année, assure le président congolais qui devait initialement quitter le pouvoir fin 2016.

Bien qu'un engagement d'organiser des élections générales d'ici la fin de l'année a été pris dans un accord signé le 31 décembre dernier par des cadres de la

majorité et de l'opposition, Joseph Kabila répond aujourd'hui : "Je n'ai rien promis du tout", avant d'ajouter qu'il souhaite "organiser des élections aussi vite que possible". A plusieurs reprises dans cet entretien au Spiegel (en anglais), le journaliste allemand tente d'obtenir une promesse sur la date de la présidentielle ou une confirmation que cela pourrait prendre plus de temps pour l'organisation de ces élections. A chaque fois le président congolais botte en touche. "C'est à la commission électorale de répondre à cette question" de date, dit-il. "Organiser des élections pourrait prendre plus de temps ou non", ajoute

Joseph Kabila. Le président congolais rappelle à chaque fois que la RDC est un pays gigantesque avec peu d'infrastructures. Et de mettre en garde : "Si vous organisez des élections chaotiques, vous aurez le chaos".

"Nous voulons des élections parfaites, pas seulement des élections", affirme encore le chef d'Etat dans ce long entretien de la magazine allemand, expliquant que l'enjeu pour lui est d'enregistrer tous les nouveaux majeurs, que cet enrôlement est en cours et qu'il "marche bien". Mais jamais de date pour les élections.

RFI

Sénégal

4 personnes inculpées pour un photomontage jugé offensant pour le président

Quatre personnes arrêtées au Sénégal à la suite de la diffusion d'un photomontage jugé offensant pour le président Macky Sall sur la messagerie WhatsApp ont été inculpées et placées sous mandat de dépôt, a-t-on appris auprès d'un de leurs avocats.

Arrêtées en début de semaine par la gendarmerie, ces quatre personnes - trois femmes et un homme âgés d'une vingtaine d'années - ont passé de vendredi à samedi leur première nuit en prison à Dakar, a précisé à l'AFP l'avo-

cat Bassirou Sakho, qui représente une des jeunes femmes, étudiante.

Le juge d'instruction les a inculpées de diffusion d'image contraire aux bonnes moeurs et d'association de malfaiteurs, mais n'a pas retenu le chef d'outrage à l'institution présidentielle, a indiqué Me Sakho vendredi soir.

Il leur est reproché d'avoir partagé sur le groupe WhatsApp auquel ils appartiennent un photomontage sur lequel le visage du chef de l'Etat a été superposé au corps d'un homme nu.

Selon les médias sénégalais, qui n'ont pas publié l'image incriminée, une cinquième personne, actuellement en Gambie et soupçonnée d'avoir envoyé le photomontage, est activement recherchée.

C'est un membre du groupe sur WhatsApp, en désaccord avec la diffusion de ce photomontage, qui aurait saisi la gendarmerie, selon les médias.

Le délit de "diffusion d'image contraire aux bonnes moeurs" est passible au Sénégal d'un mois à deux ans

d'emprisonnement et d'une amende de 25.000 à 300.000 francs CFA (38 à 457 euros).

Cette affaire intervient dans un climat pré-électoral, avec la clôture cette semaine des listes pour le scrutin législatif du 30 juillet.

Le Sénégal, un des rares pays africains à n'avoir connu aucun coup d'Etat depuis son indépendance en 1960, et qui a vécu deux alternances pacifiques, en 2000 et en 2012, est souvent vanté comme un modèle de démocratie sur le continent.

AFP

Tunisie

Un jeune berger décapité par des djihadistes

Des islamistes ont enlevé et décapité un jeune berger dans l'ouest de la Tunisie, dans la région du mont Chaambi, près de la frontière avec l'Algérie, moins de deux ans après l'exécution de son frère dans des circonstances similaires, rapporte samedi l'agence TAP.

L'armée a retrouvé près de Sidi Bouzid le corps de Khelifa Soltani, kidnappé vendredi pour des raisons inconnues, ont déclaré des sources proches des services de sécurité.

En novembre 2015, Mabrouk Soltani, le frère de Khelifa, avait été enlevé par des djihadistes qui l'avaient accusé d'être un informateur à la solde de l'armée, l'avaient décapité et avaient envoyé sa tête à la famille en guise d'avertissement.

Les forces tunisiennes mènent régulièrement des opérations à Sidi Bouzid, Kasserine et dans le mont Chaambi pour en chasser les combattants du groupe Okba Ibn Nafaa, affilié à Al Qaida au Maghreb islamique, ainsi que les membres d'un groupe rival allié à l'Etat islamique.

Reuters

Afrique du sud

L'ex-chef de l'opposition suspendue pour un tweet

Une haute dirigeante de la première formation d'opposition en Afrique du Sud, l'Alliance démocratique (AD), a été suspendue de ses fonctions après avoir publié un tweet sur le colonialisme.

Helen Zille, 66 ans, chef de l'AD de 2007 à 2015 et actuelle Première ministre de la province du Cap-Occidental, a été suspendue jusqu'à la tenue d'un conseil de discipline.

Il lui est reproché l'envoi en mars d'un message sur Twitter dans lequel elle s'adressait à ceux qui jugent que le colonialisme n'a eu que des conséquences négatives.

"Regardez notre justice indépendante, l'infrastructure des transports, l'eau courante, etc.", écrivait celle qui dirige la seule province d'Afrique du Sud à ne pas être aux mains du Congrès national africain (ANC, au pouvoir).

Reuters

Bénin

Le pays va ratifier la Convention sur les armes à sous-munitions

Le gouvernement béninois est autorisé à ratifier la Convention sur les armes à sous-munitions, adoptée à Dublin (Irlande) le 30 mai 2008, a-t-on indiqué samedi de source officielle à

Cotonou.

Notée par l'Assemblée nationale le 25 avril dernier, le président béninois, Patrice Talon, sur le fondement des dispositions de la Constitution béninoise du 11 décembre 1990, a sollicité la Cour constitutionnelle pour le contrôle de conformité à la loi fondamentale du Bénin, de cette loi portant autorisation de ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions adoptée à Dublin (Irlande) le 30 mai 2008.

A travers une décision de la haute juridiction béninoise, l'examen de cette loi déferée révèle que toutes ses dispositions sont conformes à la Constitution béninoise du 11 décembre 1990.

La Convention sur les armes à sous-munitions est un traité international humanitaire et de désarmement qui interdit totalement l'emploi, la production, le stockage et le transfert de cette catégorie d'armes et prévoit leur enlèvement et leur destruction.

Le texte de la Convention a été adopté par 107 Etats le 30 mai 2008 à Dublin (Irlande) et a été signé par 94 Etats à Oslo les 3 et 4 décembre 2008.

La Convention a été ouverte à la signature le 3 décembre 2008 à Oslo (Norvège) et entrera en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui au cours duquel le trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion aura été déposé.

H. L.

Washington exige des demandeurs de visas leur identité sur les réseaux sociaux

Les Etats-Unis exigent depuis la fin mai des demandeurs de visas, quelle que soit leur nationalité, des informations sur leur identité et leurs comptes sur les réseaux sociaux, dans un contexte de durcissement de la politique migratoire américaine.

Un responsable du département d'Etat a confié vendredi à l'AFP que ce resserrement des contrôles était en vigueur depuis le 25 mai et s'appliquait à tout demandeur de visa pour lequel un agent consulaire jugerait avoir besoin d'informations sur les comptes qu'il possède sur des réseaux sociaux.

Il a toutefois estimé que seul «1% des plus de 13 millions de demandeurs annuels de visas dans le monde entier» pour les Etats-Unis serait affecté par ces nouvelles règles. «Le département d'Etat a commencé à collecter des informations supplémentaires pour les demandeurs de visas du monde entier quand un officier consulaire estime qu'une telle information est nécessaire pour confirmer une identité», a expliqué ce cadre du ministère des Affaires étrangères.

Dans ce cas de figure, «des demandeurs de visas devront fournir des informations supplémentaires, notamment leurs comptes sur les réseaux sociaux, les numéros de leurs anciens passeports, des informations supplémentaires sur les membres de leur famille et un historique plus long de leurs voyages, emplois et contacts», a-t-il détaillé.

Ces nouvelles procédures, sur lesquelles le département d'Etat n'a pas officiellement



communiqué, découlent d'un «mémoire» du président (américain Donald Trump) datant du 6 mars 2017 sur le renforcement des contrôles pour les demandes de visas», a expliqué le responsable.

Un formulaire du ministère - intitulé «DS-5535- Questions supplémentaires pour les demandeurs de visa» et facilement téléchargeable - contient effectivement plusieurs sections supplémentaires, notamment la nécessité de fournir les noms et les comptes de réseaux sociaux éventuellement utilisés.

- Risque de discrimination ? -

Aucune marque de plateformes d'échan-

ge et de partage de contenus - comme Twitter, Facebook ou Instagram - n'est cependant mentionnée dans ce formulaire.

Interrogé sur les risques de discrimination, le cadre du département d'Etat a tenu à souligner «qu'en vertu de la législation des Etats-Unis, il n'y a aucune inéligibilité de visa fondée sur la race, la religion, l'ethnie, l'origine nationale, les opinions politiques, le genre ou l'orientation sexuelle».

Ces procédures plus strictes s'inscrivent dans le cadre d'une politique migratoire et de visas que l'administration Trump entend durcir.

Ainsi l'exécutif américain a saisi jeudi soir la Cour suprême afin qu'elle rétablisse son décret migratoire, dénoncé par ses détracteurs comme «anti-musulman» et suspendu depuis fin mai par la justice.

Tout juste investi le 20 janvier, le président Trump avait pris un décret interdisant l'entrée aux Etats-Unis de réfugiés syriens pour une durée illimitée, de tous les réfugiés d'autres pays pour 120 jours et les ressortissants de sept pays à majorité musulmane (Iran, Irak, Libye, Somalie, Syrie, Soudan et Yémen) pour 90 jours.

Mais ce premier décret, qui avait soulevé un tollé aux Etats-Unis et dans le monde, avait été rapidement suspendu par plusieurs juges américains.

L'administration Trump avait alors présenté en mars une seconde mouture du décret: l'Irak avait disparu de la liste et l'interdiction permanente des réfugiés syriens avait été supprimée.

Ce deuxième décret avait aussi été suspendu par deux juges fédéraux, dans le Maryland et à Hawaï, entraînant la saisie de deux cours d'appel, dont celle de Virginie, laquelle a confirmé le 25 mai sa suspension.

En outre, le président républicain, élu sur le slogan protectionniste et nationaliste «l'Amérique d'abord», a signé mi-avril un décret qui vise à réformer l'attribution des visas H-1B très prisés des entreprises technologiques de la Silicon Valley, notamment pour embaucher des scientifiques, ingénieurs et programmeurs informatiques indiens. Enfin, des républicains majoritaires au Congrès avaient renouvelé début mai les critiques contre le programme d'exemptions de visas dont bénéficient nombre de pays européens, dont la France, inquiets que des jihadistes puissent entrer facilement aux Etats-Unis. L'administration de Barack Obama avait déjà durci ce programme d'exemptions de visas.

AFP

Des milliers d'Américains marchent pour exiger la «vérité» sur la Russie

Plusieurs milliers d'Américains se sont rassemblés à travers les Etats-Unis samedi pour exiger de Donald Trump la «vérité» sur l'affaire des ingérences russes qui empoisonne son début de mandat et qui n'est, selon les manifestants, que le symbole d'une présidence désastreuse.

Face à la Maison Blanche, réunis sur la grande coulée verte qui traverse le cœur de la capitale, entre 2.000 et 3.000 personnes ont scandé des chants hostiles au milliardaire républicain et réclamé la mise sur pied d'une «commission indépendante et transparente» pour enquêter sur une éventuelle collusion entre des responsables russes et l'entourage de Donald Trump durant la campagne présidentielle de 2016.

«Nous voulons aller au fond de cette affaire. Dans des circonstances habituelles, cela aurait valu la destitution» à un président, s'est énérvé Leon Chen, un Texan de 32 ans venu participer à l'un des quelque 150 rassemblements sous la bannière de «la marche pour la vérité» dans tout le pays.

La nomination récente d'un procureur spécial, Robert Mueller, pour enquêter sur l'ingérence présumée dans la présidentielle américaine et la possible collusion «est un bon

début», estime toutefois le jeune homme, en lâchant d'une main sa pancarte «Destituez Trump» pour réajuster ses lunettes.

Pas suffisant, toutefois, pour Robyn Warner, une écrivaine d'une soixantaine d'années venue d'Alexandria, en Virginie voisine, ceinte de son écharpe «Les femmes se lèvent».

«Nous avons besoin de cette commission indépendante» au Congrès, assure-t-elle, la voix presque couverte par les chants et les cris «résistance». «Le FBI va s'intéresser à certaines choses, tandis qu'une telle commission ira là où l'enquête la mène.»

Frontalement anti-Trump

Pour cette «progressiste» qui ne se dit attachée à aucun parti, au-delà du flou qu'entoure les liens du président américain avec la Russie, c'est toute sa politique qui est «gênante». «Il a réussi à s'aliéner les Américains à tous les niveaux. La santé vous intéresse ? Vous êtes énérvé. La vérité et la justice vous intéressent ? Vous êtes énérvé. L'environnement vous intéresse ? Vous êtes énérvé ?», énumère-t-elle.

Les rassemblements avaient en effet pour mot d'ordre l'affaire russe, mais les manifes-

tants ne manquaient pas de pancartes et de slogans pour exprimer leur indignation quant à l'ensemble de la politique menée par Donald Trump.

Linda Sarsour, l'une des organisatrices, n'a pas non plus fait de mystère sur ce qui doit être, pour elle, un mouvement frontalement anti-Trump. «Nous demandons la transparence. Le président travaille pour les Américains et non pour une entité étrangère», a lancé l'activiste à la tribune du rassemblement à Washington, le visage cerclé par son hijab.

Mais «nous devons être tout aussi indignés et élever nos voix concernant les attaques faites à notre système de santé» ou lorsque Donald Trump «nous retire de l'accord de Paris» sur climat, a-t-elle aussi lancé.

«Enfermez-le»

A New York également, près de 3.000 personnes s'étaient rassemblées dans le sud de Manhattan aux cris de «Traître!», «Menteur!» ou «Enfermez-le!».

Comme à Washington, certains brandissaient des pancartes «Make our planet great again» («Rendre sa grandeur à notre planète»), en référence au slogan du président

français Emmanuel Macron après la sortie choc des Etats-Unis de l'accord climat annoncée jeudi par Donald Trump. Le président américain, a affirmé samedi son ambassadrice à l'ONU Nikki Haley, «pense que le climat change» et croit bien en l'influence humaine dans ce processus.

En parallèle de ces manifestations - qui ont aussi animé Los Angeles, Seattle ou Austin - moins de 200 partisans de Donald Trump se sont rassemblés devant la Maison-Blanche pour soutenir la sortie de l'accord de Paris, brandissant des pancartes «Pittsburgh, pas Paris» ou «l'Amérique d'abord».

Les rassemblements se tiennent avant l'audition très attendue le 8 juin au Sénat de l'ancien directeur du FBI James Comey, limogé début mai par le président Trump, qui nie toute intervention contre le FBI autant qu'il dément une collusion avec Moscou. L'ancien premier policier des Etats-Unis est resté silencieux en public depuis son éviction.

Ses déclarations pourraient enfin apporter des éléments concrets au dossier. A moins, comme le craint Savannah Stark, une manifestante à Washington, «qu'une intervention présidentielle n'empêche l'audition».

AFP



Donald Trump ne devrait pas empêcher Comey de témoigner

Le président Donald Trump ne cherchera pas à empêcher l'ancien patron du FBI, James Comey, de témoigner devant le Sénat jeudi prochain, croit savoir le *New York Times*.

Une telle obstruction du chef de la Maison-Blanche serait susceptible de déclencher un tollé politique, au vu de l'ampleur de l'enquête menée par le FBI sur une possible collusion l'an dernier entre la campagne Trump et la Russie.

James Comey sera notamment interrogé sur plusieurs conversations tenues

avec le président américain, lors desquelles il lui aurait demandé d'abandonner une enquête visant l'ancien conseiller à la sécurité nationale Michael Flynn, contraint de démissionner en février après des révélations sur ses contacts avec l'ambassadeur de Russie à Washington. Interrogé à ce sujet vendredi, le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, a répondu : «Je n'ai pas encore parlé au conseiller juridique. Je ne sais pas comment ils vont réagir». Le renvoi du patron du Bureau fédéral par Donald Trump, le 10 mai, est dénoncé par les démocrates comme une tentative de freiner l'enquête du FBI sur la Russie.

Des représentants démocrates ont écrit au conseiller juridique de la Maison-Blanche, Donald McGahn, et préviennent que toute invocation du privilège exécutif serait perçue «comme une mesure visant à faire obstruction à

la vérité, tant par le Congrès que par le peuple américain».

Le principe du privilège exécutif permet au président des Etats-Unis de refuser de divulguer des informations à d'autres branches du gouvernement.

Dans le cadre du scandale du Watergate, la Cour suprême américaine avait statué en 1974 contre le président Richard Nixon, estimant que ce privilège ne pouvait être invoqué que dans des circonstances limitées, telle que la protection de la sécurité nationale ou d'informations sensibles.

Après l'accumulation des révélations sur les soupçons d'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle, et d'éventuelles complicités au sein des équipes Trump, le ministre de la Justice a nommé l'ex-directeur du FBI, Robert Mueller, procureur spécial sur l'enquête russe.

Reuters

Grande-Bretagne

Le Parti conservateur continue de reculer dans les sondages

Le Parti conservateur de Theresa May gagnera les élections législatives de jeudi prochain mais perdra sa majorité absolue à la Chambre des communes, prédit l'institut de sondage YouGov.

Dans une modélisation circonscription par circonscription qu'il publie chaque jour, YouGov estime samedi que le Parti au pouvoir obtiendra 308 sièges, soit 18 de moins que la majorité absolue. Il en occupe aujourd'hui 330. Le Parti travailliste en obtiendrait 261, un gain de 88 sièges. Le recul des Tories s'accroît tous les jours. Vendredi, YouGov leur donnait

313 sièges. Depuis l'annonce le 18 avril par la Première ministre de la tenue de ce scrutin anticipé, la confortable avance des conservateurs ne cesse de se réduire. Un autre sondage, de l'institut Opinium pour le compte de l'Observer, fait état d'un resserrement des intentions de vote entre le party Tory et le Labour.

La différence est de six points de pourcentage contre dix lors d'une précédente enquête le 27 mai. Le Parti conservateur recueille 43% des intentions de vote (-2) et le Parti travailliste 37% (+2).

La remontée des travaillistes emme-

nés par Jeremy Corbyn s'explique en partie par les intentions de vote des jeunes, en particulier ceux qui iront aux urnes pour la première fois, disent les sondeurs.

A l'inverse, Theresa May perd des suffrages auprès des gens d'âge mûr et des femmes et risque de ne pas réussir son pari de se doter d'une majorité parlementaire renforcée en vue des délicates négociations sur le Brexit, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, processus qui durera deux ans.

Reuters

Selon Poutine, des hackers américains ont pu incriminer la Russie

Il est possible que des cyberpirates américains soient à l'origine de l'attaque informatique contre le Parti démocrate qui a marqué l'élection présidentielle de l'an dernier aux Etats-Unis et qu'ils aient dissimulé de faux indices pour incriminer la Russie, déclare Vladimir Poutine dans une interview accordée à NBC.

«Les hackers peuvent être n'importe où. Ils peuvent être en Russie, en Asie, même en Amérique, en Amérique latine. Il peut même y avoir des hackers aux Etats-Unis, d'ailleurs, qui ont pu très subtilement et professionnellement rejeter la faute sur la Russie», dit le président russe dans cet entretien, qui sera diffusé dimanche mais dont des extraits ont été diffusés samedi.

«Pouvez-vous concevoir une chose pareille ? En pleine bataille politique. Par calcul, ils ont pu juger utile de diffuser ces informations (Ndlr, piratées sur les serveurs du Parti démocrate), aussi les ont-ils diffusées en citant la Russie. Pouvez-vous concevoir une chose pareille ? Moi, je peux», poursuit-il.

D'après la communauté américaine du renseignement, la Russie a tenté d'influencer l'élection présidentielle et de favoriser la candidature de Donald Trump en piratant le Parti démocrate, des affirmations que réfute le Kremlin.

Enquête russe: Farage (ex-Ukip) dément avoir été contacté par le FBI

Nigel Farage, ancien leader du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) et figure du camp du Brexit, a démenti samedi intéresser le FBI dans l'enquête sur une possible ingérence de la Russie dans l'élection de 2016 aux Etats-Unis.

Interrogé par la BBC, il a ajouté que les enquêteurs du FBI ne l'avaient pas contacté. «C'est tout simplement de l'hystérie», a-t-il ajouté.

Le quotidien britannique *The Guardian* a affirmé jeudi que le nom de Farage apparaissait dans l'enquête que mène actuellement le FBI sur une collusion présumée entre l'équipe de campagne de Donald Trump et la Russie.

Le journal précise que Farage ne fait pas l'objet d'une inculpation et qu'il n'est pas considéré comme un suspect par la police fédérale américaine, mais qu'il a «éveillé l'intérêt» du FBI en raison de ses relations avec l'équipe de campagne de Trump et avec Julian Assange, le fondateur du site WikiLeaks qui vit reclus à l'ambassade équatorienne à Londres depuis 2012. Le site a diffusé les courriels piratés du Comité national du Parti démocrate (DNC) lors de la campagne présidentielle.

Reuters

Trump croit bien au changement climatique, selon son ambassadrice à l'ONU

Le président Donald Trump, qui vient de quitter les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, croit bien au changement climatique et à la responsabilité humaine dans celui-ci, a assuré samedi son ambassadrice à l'ONU, Nikki Haley.

«Le président Trump pense que le climat change et il pense que les agents polluants font partie de l'équation», a déclaré la responsable américaine sur CBS et CNN, dans des entretiens qui doivent être diffusés dans leur intégralité dans les émissions du dimanche matin.

Le milliardaire républicain, qui avait qualifié durant sa campagne de «canular» le réchauffement climatique, «sait que cela évolue, que les Etats-Unis doivent agir de manière responsable et c'est ce que nous allons faire», a ajouté Mme Haley.

Après l'annonce choc jeudi par Donald Trump d'un retrait de Washington de l'accord historique signé par 195 pays à Paris en décembre 2015 sous l'égide de l'ONU, la Maison-Blanche avait refusé vendredi de dire si le président croyait bien à la réalité du changement climatique.

Son ministre des Affaires étrangères, Rex Tillerson, réputé favorable à ce que les Etats-Unis restent dans l'accord, avait assuré que la première puissance mondiale et second pollueur de la planète poursuivrait ses «efforts de réduction des gaz à effet de serre».

En revanche, Scott Pruitt, administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et grand climato-sceptique, s'en est pris aux pays européens, accusés de vouloir affaiblir l'économie américaine, et aux «exagérateurs du climat».

AFP

Casino de Manille

L'assaillant était accro au jeu

L'homme qui a tué 37 personnes en mettant le feu à un casino de Manille était un père de famille motivé par ses lourdes pertes de jeu, pas par le terrorisme, a assuré dimanche la police philippine.

L'identification de l'assaillant comme étant Jessie Javier Carlos, un catholique philippin de 43 ans, prouve le caractère fallacieux de la revendication par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) de la responsabilité de cette attaque, a déclaré le chef de la police de la capitale, Oscar Albayalde

«Nous réitérons le fait qu'il ne s'agit pas d'un acte de terrorisme, cet incident est le résultat de l'action d'un homme seul», a martelé le policier lors d'une conférence de presse à laquelle étaient aussi présents la femme et les parents de Carlos.

Ce père de trois enfants avait été interdit de casino par la Corporation philippine du jeu (Pagcor) depuis le mois d'avril à cause de son addiction au jeu.

«Il est lourdement endetté en raison de son addiction aux casinos. C'est devenu un sujet de mésentente avec sa femme et ses parents», a expliqué le policier.

«Pagcor l'a banni des casinos à la demande de ses proches. Cela a pu être le facteur déclenchant. C'est pourquoi il en voulait tant aux casinos».

L'homme masqué avait fait irruption vendredi au Resorts World, un casino de Manille, armé



d'un fusil automatique M4 et d'une bouteille de pétrole. Il avait ensuite mis le feu à un certain nombre de pièces, selon les récits de la police.

«Demander pardon»

Trente-sept personnes ont péri dans ces incendies et des dizaines d'autres ont été blessées dans la bousculade survenue quand les clients pris de panique ont tenté de fuir.

Carlos s'est ensuite suicidé par immolation dans une chambre d'hôtel et son corps carbonisé a été retrouvé cinq heures plus tard, selon la police.

Des images de vidéo-surveillance l'ont montré en train de déambuler calmement à travers le

casino et de tirer en l'air la plupart du temps.

A un moment, il a tiré sur des gardes, sans les atteindre. Puis, il s'est dirigé tranquillement vers une salle protégée où étaient entreposés argent et jetons, avec l'intention manifeste de mettre la main dessus.

Carlos a mis le feu à un certain nombre de tables de jeu dans une apparente tentative de diversion destinée à l'aider à prendre la fuite, selon la police.

La mère de Carlos, en larmes, a déclaré que son fils était quelqu'un de bien, ajoutant qu'il en était arrivé là à cause du jeu.

«Nous demandons votre pardon. Mon fils était un bon fils. Mais quand il a commencé à jouer au casino, il n'a plus fait que ça. Il ne

nous rendait plus visite. C'était douloureux pour nous de ne plus le voir», a dit Teodora Carlos.

Déséquilibré

D'après M. Albayalde, Carlos avait été employé par le ministère des Finances avant d'être renvoyé car il avait menti sur des documents officiels sur des actifs et propriétés à la provenance mystérieuse.

Les autorités ont répété à plusieurs reprises que l'attaque n'avait rien à voir avec le terrorisme, et qu'il s'agissait plutôt d'une étrange tentative de vol à main armée commise par un déséquilibré. L'agence de propagande de l'EI, Amaq, avait cependant affirmé samedi que «des combattants de l'Etat islamique» avaient mené

l'attaque de Manille.

Le président Rodrigo Duterte a averti à maintes reprises que l'EI avançait ses pions dans l'archipel à très grande majorité catholique.

Les inquiétudes ont redoublé lorsque des islamistes brandissant le drapeau noir de l'EI ont mis à sac Marawi, localité du sud du pays. Les combats, qui se poursuivaient ce weekend, ont fait environ 200 morts. Le 23 mai, M. Duterte a proclamé la loi martiale dans toute la région méridionale de Mindanao afin de tenter d'éradiquer la menace islamiste, se disant prêt à étendre ce régime d'exception à l'ensemble de l'archipel si la menace terroriste gagnait du terrain.

AFP

Selon Jakarta

1.200 combattants de l'EI aux Philippines

Le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) compte environ 1.200 combattants aux Philippines, parmi lesquels des étrangers dont une quarantaine venus d'Indonésie, a déclaré dimanche le ministère indonésien de la Défense lors d'une conférence internationale sur la sécurité. Alors que des combats sanglants opposent l'armée philippine à des terroristes ayant prêté allégeance à l'EI dans le sud de l'archipel, le ministre Ryamizard Ryacudu a appelé lors du forum de Shangri-La de Singapour à la coopération régionale pour les combattre. «J'ai été informé la nuit dernière, qu'il y a environ 1.200 membres de l'EI aux Philippines, dont une quarantaine venus d'Indonésie», a-t-il déclaré.

Les menaces terroristes, y compris le retour imminent de centaines de terroristes de pays d'Asie du Sud-Est partis combattre dans les rangs de l'EI en Irak et en Syrie, sont l'un des sujets brûlants abordés pendant cette conférence de trois jours à laquelle assistait aussi le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis. Des centaines de terroristes ont commencé à mettre à sac la ville à majorité musulmane de Marawi, dans le sud des Philippines, lorsque les forces de sécurité ont tenté de capturer leur chef, Isnilon Hapilon, le 23 mai. Une cinquantaine de combattants tiennent toujours le centre de la ville près de deux semaines après le début des combats, qui ont fait 177 morts, dont 120 islamistes.

Pour faire face à ces «combattants étrangers», «nous devons trouver des moyens (...) exhaustifs mais nous devons faire preuve de prudence, ce sont des machines à tuer», a estimé M. Ryacudu, un général à la retraite. «Leur but c'est de tuer les gens, c'est pourquoi il est de notre responsabilité d'avoir une compréhension commune, un consensus et un mode d'action communs, sur la façon de combattre ces combattants étrangers». Le sous-secrétaire philippin à la Défense Ricardo Davis a minimisé le chiffre de 1.200 terroristes avancé par son homologue, déclarant qu'il ne l'avait jamais entendu. «Je n'en sais vraiment rien, pour moi le chiffre est entre 250 et 400, beaucoup moins», a-t-il dit à la presse. Il a cependant déclaré que 40 terroristes étrangers de l'EI participaient aux combats de Marawi.

G. M.

Brésil

"Pas de preuves" pour me mettre en prison, dit Lula

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, dit «Lula», a affirmé samedi qu'il n'y avait pas de preuve pouvant justifier son emprisonnement, devant le congrès de son parti qui l'a assuré de son soutien.

«J'ai appris aujourd'hui que le parquet demande ma condamnation, mon incarcération, je ne sais pas pourquoi. En n'importe quel endroit au monde, pour être condamné ou accusé, il faut des preuves. Ici, au Brésil, non», a-t-il lancé à la clôture du sixième congrès du Parti des travailleurs (PT) à Brasilia.

Le parquet général de Curitiba (sud), au cœur de l'opération anti-corruption «Lavage Express», a demandé samedi au juge Sergio Moro qu'il émette une demande d'incarcération contre le leader de la gauche brésilienne, âgé de 71 ans, pour corruption et blanchiment.

Le juge Moro doit déterminer si Lula, qui a présidé le Brésil de 2003 à 2010 et est visé par cinq procédures judiciaires, s'est fait

offrir un triplex dans la résidence balnéaire de Guaruja, près de Sao Paulo, par l'entreprise de bâtiment OAS, en échange de son influence pour l'obtention de contrats avec le géant pétrolier national Petrobras.

Devant les délégués, Lula s'est à nouveau défendu en se déclarant victime d'une persécution judiciaire et médiatique destinée à l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle d'octobre 2018, où il est actuellement en tête des intentions de votes.

Le congrès du PT coïncide avec la grave crise qui secoue le pouvoir du président conservateur Michel Temer, avec les défilés de milliers de Brésiliens qui réclament son départ et «des élections directes maintenant».

A l'ouverture du congrès vendredi, Lula a demandé à la gauche de se préparer à revenir au pouvoir, après la destitution traumatisante pour le PT de l'ancienne chef de l'Etat Dilma Rousseff, pour maquillage des

comptes publics.

Il a aussi critiqué «l'infantilisme» du parquet qui, selon lui, n'est pas parvenu depuis deux ans à «trouver un dollar, un peso ou un real de pot-de-vin» à son encontre.

Le congrès a élu à la tête du PT la sénatrice Gleisi Hoffmann, 51 ans, qui remplace le vétéran Rui Falcao, tandis que les délégués acclamaient Lula aux cris de «Lula président!».

«Ce parti est avec vous (Lula), pour le protéger, pour être ensemble sur le chemin de la présidence du Brésil», a lancé la sénatrice, qui fut la chef de cabinet de Dilma Rousseff et est elle-même sous le coup d'une enquête judiciaire dans le cadre de l'énorme scandale Petrobras.

«Quand le PT était dirigé par des hommes, il était bien, et maintenant que c'est une femme qui en assume la responsabilité, ils vont voir comment le parti est plus audacieux, plus aguerris», a assuré Lula.

AFP

Animée par des écrivains et poètes

Une soirée littéraire en hommage à Mouloud Mammeri

Une soirée littéraire en hommage à Mouloud Mammeri, un des pionniers de la littérature algérienne d'expression française, disparu en 1989, a été animée samedi soir à Alger par des écrivains et poètes qui ont revisité son parcours et son œuvre à travers des lectures et témoignages.



Organisé par le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) dans le cadre des festivités marquant le centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri (1917-2017), l'hommage était une occasion pour ressusciter l'œuvre de la figure emblématique de la défense de la culture berbère à laquelle il a consacré une partie de sa vie pour la recherche anthropologique et linguistique.

Des écrivains, poètes et des universitaires se sont relayés, devant un public initié, pour retracer le parcours de cet écrivain qui, durant la guerre de Libération nationale, il met sa plume au service de l'Algérie et en faveur de l'indépendance.

L'écrivain et traducteur, Mohamed Sari, a lu des extraits de *La traversée*, un des plus célèbres romans de Mouloud Mammeri, publié en 1982, dont il a traduit des extraits vers

l'arabe. Des extraits en tamazight tirés de *Tabratt i Muh'end Azwaw* (Une lettre à Mohand Azwaw) publié en 1980 dans un recueil intitulé *Isefra n Laqbeyel n zik* (Poèmes kabyles anciens), ont été également déclamés par Mohand-Ouramdane Abdenbi, auteur chargé de l'édition au HCA et Tahar Boukhenoufa, traducteur au sein du même institut.

L'écrivaine Djouher Amhis a, quant à elle, donné une lecture d'extraits de *La Colline oubliée* et *Le Sommeil du juste*, célèbres romans de Mammeri publiés en 1952.

«Mouloud Mammeri était un défricheur et un intellectuel engagé», a-t-elle attesté rappelant que l'auteur de *Le Sommeil du juste* était un «fervent défenseur des libertés et farouchement opposé à la tyrannie».

Pour sa part, l'écrivain et auteur de romans et de pièces

de théâtre, Kaddour M'hamsadji, s'est longuement étalé sur l'œuvre et le parcours de Mammeri, affirmant qu'il était un «homme affectueux» et une «personnalité immense». Il rappelle sa rencontre avec Mammeri en 1962, date de création de l'Union des écrivains algériens dont il (Mammeri) était président aux côtés d'autres membres de cette association dont Jean Sénac et Hamid Nacer-Khodja.

Des déclamations poétiques sur un fond musical ont marqué également cette soirée littéraire, ponctuée par des chants entonnés par la troupe mozabite Izelwane de Ghardaïa.

Une trentaine de tableaux, des portraits réalisés par des étudiants des Beaux-Arts membres de la Fondation Ahmed et Rabah Asselah, en hommage à Mammeri, ont été

dévoilées au public.

Le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, a annoncé qu'un colloque international dédié à l'œuvre de Mammeri sera organisé en marge du prochain Sila (Salon international du livre d'Alger), prévu à la fin octobre.

«Le centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri est une manifestation d'envergure nationale à travers des manifestations littéraires et des colloques programmés dans plusieurs wilayas dont Béjaïa, Tizi Ouzou, Oran et Alger, a-t-il rappelé.

Des rencontres littéraires, projections de films, spectacles de théâtre, des colloques scientifiques et déclamations poétiques font partie du programme de la célébration du centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri, étalé sur toute l'année 2017.

R. N.

Réalisé par Khaled Barkat

Titi ouvre la semaine des films algériens

Le long métrage *Titi* du réalisateur Khaled Barkat a été projeté vendredi soir au port de pêche et de plaisance Boudis de Jijel, en ouverture de la semaine des films algériens programmée dans le cadre du programme d'animation du mois de Ramadhan, à l'initiative de la direction de la culture en collaboration avec le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (Cnca).

Porté par des comédiens tels que Mustapha Laribi, Malika Belbey ou encore Mohamed Arslane Lerari, ce premier long métrage du compositeur, chanteur et désormais cinéaste Khaled Barkat met les projecteurs sur la place de l'enfant dans la société

et sur l'errance du jeune Algérien à travers l'histoire de son personnage principal *Titi*.

Sorti en salle en 2013, le film de 1h 40 a été projeté en présence de nombreuses familles venues découvrir l'ambiance du cinéma en plein air et profiter de ces soirées ramadaniques qui doivent se poursuivre avec la projections d'autres films historiques et religieux.

Selon la directrice de la culture, Mme Salima Kaoua, la semaine des films algériens organisée au port de la ville ainsi que les projections prévues tout au long du mois de Ramadhan à la Maison de culture Omar Oussedik dans le cadre du programme

artistique et culturel, vont permettre au public de Jijel de voir une sélection de films algériens récompensés dans plusieurs festivals.

Avec une programmation variée à souhait, cette manifestation donnera notamment lieu à la projection *Chroniques des années de braises* de Mohammed Lakhdar Hamina et du *Le Puits* de Lotfi Bouchoucha en plus de films documentaires retraçant l'évolution du cinéma algérien, a-t-elle encore indiqué.

Cette semaine des films algériens sera également mise à profit pour honorer des comédiens et des artistes plasticiens locaux, selon la même source.

G. L.

Soirées de Ramadhan à Chlef Le Diwane Bechari charme les familles

La Troupe Anouar, spécialisée dans le Madih et Diwan Bechari, a transporté les familles chelfies, dans la soirée de vendredi à samedi, aux sons de morceaux choisis puisés de son répertoire du patrimoine saharien algérien.

Au niveau de la cour du musée public Abdelmadjid Meziane, un public des grands jours était présent, à l'occasion, pour se délecter du spectacle offert en ovationnant fortement les membres de cette troupe qui ont interprété avec toute leur sensibilité les chansons Diwan, dont notamment celles de Goumari et Sidna Rassoul Allah, mettant en exergue la symbiose existant entre les différentes cultures locales. Selon le directeur de la culture de la wilaya, Ahmed Mouadaà, ce gala, inscrit au titre du programme d'animation spécial Ramadhan mis au point par sa direction, prévoit près d'une soixantaine d'activités artistiques (Madih, Haouzi, Chaâbi et Andalou), à travers différentes communes de la région, a-t-il assuré. Cette soirée Diwan aux résonances Becharies, qui s'est poursuivie jusqu'à une heure tardive de la soirée, était marquée par la présence de nombreuses personnalités connues de la scène culturelle locale. Le président de la troupe Anouar, Hicham, a tenu à souligner, à l'occasion, que sa troupe a procédé à un remaniement de certaines paroles des chansons afin de les rendre compréhensibles. Approchées par l'APS, de nombreuses familles présentes ont loué cette initiative qui leur a permis de connaître ce genre musical qu'est le «Diwan» de Bechar, selon l'expression de Smail qui estime, en outre, que ce type d'activités contribue au divertissement des familles en l'absence de centres de loisirs dans la région, tout en permettant de découvrir les différentes cultures locales. Des pièces théâtrales et des films documentaires et historiques sont également au menu de ce programme d'animation culturelle qui, outre le musée public, seront accueillis par la maison de la culture et la bibliothèque publique avec la programmation d'une soirée spéciale, le 8 juin, à l'occasion de la Journée de l'artiste.

G. M.

TNA Babor Ghraq de Slimane Benaïssa revient sur les planches

La pièce de théâtre *Babor Ghraq* du dramaturge Slimane Benaïssa qui avait marqué la scène algérienne dans les années 1980-1990, revient sur les planches du Théâtre national Mahieddine Bachtarzi (TNA) où elle est programmée du 12 au 21 juin, a-t-on appris auprès du département de programmation et de diffusion du TNA. Mise en scène par Slimane Benaïssa, *Babor Ghraq*, une tragi-comédie de 100 mn écrite en 1983, raconte l'histoire de trois rescapés d'un naufrage, l'intellectuel, l'affairiste et l'ouvrier, campés par Mustapha Ayad, Omar Guendouz et Slimane Benaïssa, respectivement. Accrochés à une épave, les trois survivants, perdus au milieu de nulle part, en pleine mer, vont devoir négocier, chacun d'eux cherchant son salut. Ecartant toute idée d'une «éventuelle actualisation», Slimane Benaïssa, a affirmé à l'APS vouloir présenter *Babor Ghraq*, avec «strictement les mêmes contenus» sans rien changer de la conception originale de la pièce. Absent de la scène algérienne depuis 1993, Slimane Benaïssa, romancier, essayiste et auteur d'une vingtaine de pièces de théâtre, compte à son actif, entre autres spectacles, *Boualem zid el goddam* (1974), *El Mahgour* (1978), *Enta khouya wana ch'koun* (1992) et *Conseil de discipline* (1994), remontée en 2011, lors d'un bref retour sur la scène algéroise très apprécié du public.

R. N.



Julie Gayet

Ses premières confidences sur son couple avec François Hollande

C'est dans *Thé ou Café* que Julie Gayet a parlé pour la première fois publiquement de sa relation avec l'ancien chef de l'état, François Hollande. Avec beaucoup d'humour et son sourire solaire, elle a abordé la tempête médiatique à laquelle elle a dû faire face.

Habituellement silencieuse sur sa relation avec François Hollande, Julie Gayet s'est permise, maintenant que celui-ci est libéré de ses fonctions présidentielles, de s'exprimer sur leur relation. Avec beaucoup de pudeur, elle a abordé avec l'animatrice la tempête médiatique, les paparazzis, les sacrifices qu'elle a été obligée de faire dans son travail, pour se protéger, et les doutes de la profession et de l'opinion publique sur sa légitimité professionnelle.

Mais pour l'actrice-productrice, qui a continué à mener de front sa carrière : «Il faut faire avec, et avec le sourire. Pour moi, il y a une espèce de pudeur, ma vie privée elle a toujours été derrière la porte».

Il est évident que désormais ce «moment compliqué, lourd» comme elle l'appelle, est bien derrière le couple. On leur souhaite désormais de pouvoir profiter de leur histoire.



BEAUTÉ



Les magazines féminins prodiguent énormément de conseils pour être belle toute la journée. Mais ça prend du temps, et parfois on a juste envie de déroger à notre routine beauté. On cesse de culpabiliser et on assume notre paresse avec cette préparation express !

UN VERRE D'EAU À JEUN LE MATIN

Cela paraît anodin, mais ce réflexe matinal au saut du lit est la touche éclat qui permet d'hydrater vos cellules cutanées de l'intérieur et nettoyer votre organisme en assurant les fonctions d'élimination des toxines. Pour un effet anti-âge encore plus boosteur, vous pouvez même tester le jus de citron dilué avec de l'eau à jeun.

UN SOIN DÉMAQUILLANT SANS RINÇAGE

Oubliez les lingettes démaquillantes si vous le pouvez, elles agressent le film hydro-lipidique de la peau. Le matin, sortez un coton

(ça prend deux secondes) imprégné d'eau ou encore mieux de gelée micellaire. Cette solution multifonctions nettoie, démaquille, apaise et rafraîchit en un seul geste grâce à l'action des micelles qui emprisonnent les impuretés sans décaper. Bilan des courses : vous avez zappé l'étape tonique/eau florale.

L'HUILE DE JOJOBA HYDRATANTE ET RÉPARATRICE

Naturelle et hyper efficace, l'huile végétale de jojoba, disponible en magasin bio ou en pharmacies, remplace parfaitement votre soin du jour et votre sérum. Riches en acides gras essentiels (oméga 3, 6, 9), en antioxydants et vitamines, elle répond aux besoins hydratants et apaisants de la peau car elle pénètre facilement dans la couche cornée. L'huile de jojoba convient à toutes les peaux, grasses à sensibles sans les graisser. Versez une petite

Gestes de beauté expresse

quantité dans les paumes de ses mains et massez votre visage avec. Vous pouvez aussi l'utiliser en soin du corps et en démaquillant !

LE SHAMPOING SEC POUR DES CHEVEUX PIMPANTS

Vous n'avez pas le temps de faire votre shampoing puis votre masque capillaire démêlant et nourrissant ce matin. Dégagez votre arme secrète : le shampoing sec. Il permet d'espacer deux shampoings et de nettoyer sans agresser le cuir chevelu. Exit les cheveux gras et raplapla !

UNE REMISE EN FORME CAPILLAIRE AVEC UN MASSAGE DU CUIR CHEVELU

Du bout des doigts massez délicatement votre cuir chevelu. Cela relance la microcirculation et l'irrigation capillaire. Les cheveux deviennent plus volumineux et vigoureux.

UN MASQUE COUP D'ÉCLAT

Les masques express prêts à l'emploi sont légion dans les rayons cosmétiques. Si vous

voulez la jouer plus naturelle, fabriquez-en un illico presto en mélangeant deux cuillères à soupe de démaquillant et un comprimé de vitamine C effervescent dilué préalablement avec quelques gouttes d'eau.

LE GLAÇON SPÉCIAL CONTOUR DES YEUX

Si l'automassage n'est pas assez puissant, prenez un glaçon que vous passez doucement sur le visage et autour des yeux. Effet astringent et défroissant garanti !

UN MAKE-UP BONNE MINE EN 2 MINUTES CHRONO

Appliquez une touche de BB crème ou de crème de jour, quelques gouttes d'autobronzant qui donnera un effet bonne mine. Ajoutez à cela un peu de crayon pour souligner l'extérieur des yeux. Étirez vos cils avec une pointe de mascara. Et terminez en appliquant de baume.

GRIGNOTAGE

La faute aux émotions

Derrière une crise de grignotage compulsif, il y a généralement un trop-plein de tensions : une émotion forte que l'on a refoulée, un excès de stress. Dans la prise d'aliments, on recherche une consolation, un soutien.

C'est le petit enfant, en nous, qui se réveille et tente de retrouver la première sensation qui l'a apaisé : le lait, tiède et doux, qui calmait sa faim et soulageait, en même temps, ses émotions et ses souffrances. C'est aussi en souvenir du bébé que l'on a

été qu'en cas de grignotage compulsif, on se dirige volontiers vers des aliments sucrés : bonbons, chocolat... On va instinctivement vers la première saveur que l'on a reconnue et qui nous a apporté du plaisir, à savoir le sucré.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS ▶▶

Prolongation du contrat de Ghoulam à Naples

Rencontre décisive bientôt entre Jorge Mendes et les dirigeants

■ Le Portugais Jorge Mendes, l'agent du défenseur international algérien de Naples (Serie A italienne de football) Faouzi Ghoulam rencontrera bientôt les dirigeants napolitains pour trouver un accord définitif à propos de la prolongation du contrat du joueur, rapporte dimanche le quotidien sportif La Gazzetta dello Sport. Le représentant portugais, qui gère les carrières de plusieurs joueurs célèbres tels que son compatriote Cristiano Ronaldo, compte réclamer un salaire annuel d'au moins 2 millions d'euros «en reconnaissance de la progression constante affichée par Ghoulam», précise la même source. Jusque-là, les négociations entre le club et Ghoulam ont tous été vouées à l'échec alors que le contrat du joueur expire en juin 2018. Naples avait proposé 1,8 million d'euros par an contre 800.000 euros actuellement. Le latéral gauche des Verts avait rejoint le club du sud de l'Italie en janvier 2014 pour un contrat de quatre ans et demi en provenance de l'AS

Saint-Etienne (Ligue 1/France). Titulaire indiscutable au Napoli depuis maintenant trois années, Ghoulam s'est imposé comme l'un des meilleurs de Serie A au poste d'arrière gauche. D'ici là, le joueur est retenu en équipe nationale, en stage au Centre technique national de Sidi Moussa en prévision de la réception de la Guinée en amical et du Togo en ouverture des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 au Cameroun, respectivement les 6 et 11 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida (22h00).

JS Saoura Wahib Bourezag nouvel entraîneur

■ L'entraîneur Wahib Bourezag est désigné officiellement pour prendre la barre technique de la JS Saoura (Ligue 1 Mobilis) en remplacement de Karim Khouda, limogé en raison des résultats en dents de scie, a-t-on appris samedi auprès de la direction du club à Bechar. Bourezag qui occupait auparavant les fonctions d'entraîneur-assistant, dirigera samedi soir sa première séance d'entraînement de l'équipe au stade du 20 aout à Bechar, pour préparer la prochaine rencontre contre le MC Oran prévue le 7 juin à 22h30 pour le compte de la 28ème journée de Ligue 1-Mobilis. Ce changement à la tête de la barre technique de la JS Saoura vient suite aux résultats «peu encourageants» enregistrés par le club de la Saoura lors de ses dernières sorties en Ligue 1 (une seule victoire lors des quatre derniers matches). Karim Khouda a dirigé la tête la barre technique de la JS Saoura depuis la fin du mois de septembre 2016.

Athlétisme / Mondiaux
2017 à Londres

Lahoulou passe sur 400m/haies

■ Le hurdler algérien Abdelmalek Lahoulou s'est qualifié pour le 400m/haies des prochains championnats du monde d'athlétisme à Londres, en s'imposant vendredi soir dans le Meeting de Bydgoszcz (Pologne). Lahoulou a réussi un chrono de 49.34, alors que les minima requis étaient de 49.35. La deuxième sortie a donc été la bonne pour l'Algérien, qui le 16 mai dernier, lors de sa première apparition de la saison, avait réalisé un chrono de 50.02 en Lettonie. Lahoulou est le quatrième algérien qualifié aux prochains Mondiaux d'athlétisme, après Kenza Dahmani (marathon), Mohamed-Amine Belferar (800m) et Amina Bettiche (3000m steeple).

Equipe nationale

Les joueurs encensent la manière de jouer d'Alcaraz



Les joueurs de l'EN en stage à Sidi Moussa pour préparer les prochaines échéances des Verts, avec le match amical face à la Guinée et le match face au Togo, comptant pour les éliminatoires de la CAN 2019 ont été unanimes à avouer qu'ils restent confiants lors des déclarations à la zone mixte qu'ils ont accordé avant-hier soir. Ainsi, le sociétaire du club belge d'Anderlecht, Sofiane Hanni, avouera qu'il était heureux de se retremper dans l'ambiance de la sélection nationale, affirmant que le nouvel entraîneur leur avait donné des orientations de jeu à laquelle ils tâcheront de s'y conformer, ajoutant qu'il s'agit d'une belle philosophie de jeu. «Il n'y a pas trop de chan-

gement chez le groupe sauf l'arrivée de quelques uns. On a passé une période difficile. La CAN-2017 est derrière nous, maintenant il faut construire et voir en avant pour éviter les erreurs du passé et retrouver un état d'esprit irréprochable pour pouvoir gagner les prochains matchs.», a-t-il relevé.

De son côté, le revenant et sociétaire du club anglais de West Ham, Sofiane Feghouli, s'est déclaré heureux de retrouver la sélection, avouant que la CAN est maintenant derrière lui et qu'il fallait maintenant penser à l'avenir. Le nouveau venu, Idris Saadi, qui évolue à Courtrai en Belgique a déclaré qu'il est tout aussi content de rejoindre l'EN algérienne et qu'il a été bien accueilli par ses

coéquipiers, tout en soulignant que l'ambiance qu'il a trouvée était excellente. Saadi avoue qu'il faudra très bien travailler pour faire de belles rencontres. Enfin, Yacine Brahimi, joueur de Porto, indiquera que l'EN part sur de nouvelles bases avec ce changement au staff technique, sachant qu'il connaît très bien Alcaraz qui l'avait coaché au FC Grenade en Espagne. «Le nouveau coach va nous aider notamment au niveau tactique, c'est à nous à travailler. On ne revient pas en arrière, on doit apprendre de nos erreurs pour mieux faire les choses. On va tout donner pour gagner les deux prochaines rencontres.», a-t-il souligné.

Imad M.

Paradou AC

El Mellali vers l'ES Tunis

■ L'attaquant du Paradou AC (Ligue 1 algérienne de football) Farid El Mellali intéresse le champion de Tunisie en titre l'ES Tunis en vue d'un éventuel recrutement cet été, rapporte samedi le site spécialisé tunisien Foot 24. El Mellali (20 ans), formé à l'académie JMG du PAC, s'est illustré lors des jeux de la Solidarité islamique disputés en mai dernier à Bakou en (Azerbaïdjan), où il avait notamment inscrit le but de la victoire face à la Palestine (1-0) lors de la 2e journée du premier tour. Devant la concurrence de clubs

tunisiens et turcs, l'Espérance de Tunis compte passer à la vitesse supérieure pour boucler ce dossier et entamer les négociations prochainement avec le Paradou, précise la même source. Outre El Mellali, plusieurs joueurs du PAC, qui vient de retrouver l'élite du football national, ont été approchés par des clubs européens à l'image de Youcef Attal (Betis Séville/Espagne) et Tayeb Meziani (Toulouse/France), fraîchement convoqués en sélection nationale en prévision de la réception de la Guinée en amical et du Togo

en ouverture des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 au Cameroun, respectivement les 6 et 11 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Devenu un club formateur par excellence en Algérie depuis le lancement de la fameuse Académie JMG, le PAC avait débuté son «exportation» en prêtant le défenseur international Ramy Bensebaini à Lierse (Belgique) puis à Montpellier (France) avant de le céder définitivement au Stade Rennais (France) l'été dernier pour un contrat de quatre ans.

Championnat de wilaya de natation (jeunes)

Les nageurs du RT Aïn El-Turck et du CSF Oran l'emportent

■ Les nageurs benjamins du RT Aïn El-Turck (RT AET) et poussins du CSF Oran se sont illustrés en remportant les premières places du championnat de wilaya de natation dans ces deux catégories, qui a eu lieu, jeudi et vendredi, à la piscine semi-olympique de Gdyl (Est d'Oran). Chez les benjamins, les nageurs du RT AET, garçons et filles, ont remporté 50 épreuves de ce championnat de wilaya et se sont classés à la première place en totalisant 14.634 points. Ils sont suivis à la seconde place par les nageurs du Cercle des Nageurs d'Oran (CNO) avec 6.475 points (27 épreuves) et à la 3ème place, du club de Cap Falcon, qui a totalisé 3.170 points (12 épreuves). Chez les poussins, la première place est revenue au CSF Oran dont les nageurs ont remporté 27 épreuves et totalisé 3.853 points, suivis du RT AET, avec 3.175 points (24 épreuves) et du CNO avec 2.125 points (15 épreuves). Le coup d'envoi de cette compétition a été donné, jeudi soir à la piscine semi-olympique de Gdyl, avec la participation de plus de 250 nageurs de 13 clubs. Les participants à ce championnat de wilaya de deux jours, organisé par la ligue oranaise de natation en coordination avec la DJS, ont pris part à quatre spécialités : nage libre, dos, papillon et brasse. A la clôture du championnat de wilaya, vendredi soir, Salim Iles, ancien vice-champion du monde, champion d'Afrique et membre de la ligue oranaise de natation, a indiqué à l'APS que le niveau de cette compétition «est acceptable dans l'ensemble» et que «les nageurs devaient travailler davantage le côté technique», ajoutant que la participation des jeunes nageurs leur permet d'acquérir la compétitivité et l'expérience nécessaires dans ce genre de rendez-vous. Ce championnat est également une étape de préparation pour la phase finale du championnat national des benjamins, prévu du 6 au 8 juillet prochain à Tlemcen et au championnat d'Algérie toutes catégories, prévu à Alger à partir du 3 août.

Visite du président Brahim Ghali à Cuba

La Havane réitère son soutien à la cause du peuple sahraoui

Le président de l'Assemblée nationale de Cuba, Esteban Lazo, a réitéré le soutien de la nation des Caraïbes au droit du peuple de la République arabe sahraouie démocratique à l'indépendance et à l'autodétermination, a rapporté la télévision nationale de Cuba. Au cours d'un entretien vendredi avec le président sahraoui, Brahim Ghali, M. Lazo a exprimé la volonté de son institution de créer un groupe d'amitié et de solidarité avec la Rasd durant sa prochaine session pour renforcer les liens entre les deux institutions législatives. Pour sa part, le chef de l'Etat sahraoui a remercié le gouvernement et le peuple cubains pour le soutien apporté à la Rasd, principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Lors de cette visite officielle à Cuba, qui a pris fin vendredi, le président sahraoui a été reçu par le président cubain Raul Castro. Les deux dirigeants ont exprimé leur volonté de renforcer les liens historiques de solidarité, de coopération et de fraternité qui unissent la Rasd et la République de Cuba. Cette visite effectuée par le président sahraoui, Brahim Ghali à la République de Cuba reflète, en termes d'accueil et d'activités, la nature des fortes relations unissant les deux pays et le soutien à la cause sahraouie sur le plan international, ce qui constitue une réponse claire au Maroc qui tente un rapprochement avec La Havane au détriment de l'Etat Sahraoui, a indiqué le journal américain arabophone *Watan*. Le journal, qui relatait la visite du président Brahim Ghali à la République de Cuba, a estimé que l'accueil qu'a accordé M. Castro au président sahraoui "est un camouflet pour le souverain marocain" qui n'avait pas eu l'opportunité d'avoir un tel accueil par les autorités cubaines lors de sa visite au pays le mois d'avril dernier. "Le président cubain, Raul Castro a reçu le Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, au deuxième jour de la visite du président sahraoui à Cuba, ce qui dément les informations qui parlent d'une normalisation totale des relations entre la Maroc et Cuba, particulièrement après la visite de Mohammed VI à la Havane le mois dernier", lit-on dans le journal. "Le conflit entre le Sahara occidental et le Maroc a été récemment marqué par l'escalade et la provocation du Maroc, notamment la violation du cessez-le-feu dans la région tampon d'El-Guegarate. Il y a aussi les graves violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés et les simulacres de procès avec la poursuite de l'embargo et le déploiement des forces marocaines qui se déguisent tantôt en civil et tantôt en militaire en continuant à voler les ressources naturelles du Sahara Occidental", a déclaré le président sahraoui lors de cette visite qu'il a effectuée à la Havane. A l'issue de sa rencontre avec le président Ghali, M. Raul Castro a réaffirmé la position de principe de son pays favorable à l'accès du peuple sahraoui à son droit à l'autodétermination, et revendiqué l'accélération de l'application des décisions onusiennes y afférentes. Le président Ghali a appelé, à partir de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples, l'ONU et la communauté internationale en général "à agir avec fermeté" pour mettre fin à des décennies de politiques d'expansion et d'occupation illégale, d'entraves et de tergiversations adoptées par l'Etat marocain, affirmant la disponibilité du front Polisario à coopérer avec l'ONU pour garantir le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. "Le Maroc doit avoir assez de courage pour admettre une décision libre, souveraine et démocratique du peuple sahraoui et non davantage d'entraves et d'épuisement des moyens du peuple marocain et peuple de la région", a-t-il martelé. Les deux présidents ont convenu de la nécessité de "renforcer les relations historiques solides" entre les deux pays et peuples et les liens, de fraternité, d'amitié, de solidarité et de coopération. R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Libye

Les forces pro-Haftar gagnent du terrain dans le Sud



Les forces loyales aux autorités libyennes parallèles, commandées par le maréchal Khalifa Haftar, ont annoncé samedi s'être emparées d'une base aérienne dans le sud du pays, renforçant ainsi leur présence dans le vaste désert libyen. L'armée nationale libyenne (ANL, autoproclamée par Haftar) a pris le contrôle de la base d'al-Joufra, située à 500 km au sud de Tripoli, a indiqué Khalifa al-Abidi, un porte-parole de l'ANL. Cette base était occupée notamment par les Brigade de défense de Benghazi (BDB), une coalition de combattants opposés à Khalifa Haftar, dont des islamistes chassés de la ville de

Benghazi (est). Selon M. Abidi, l'ANL s'est également emparée des villes de Houn et Soukna située autour de cette base où des dépôts de munitions et des véhicules armés ont été trouvés. Avec cette nouvelle avancée, les forces loyales à Haftar contrôlent désormais les villes et bases militaires importantes du sud désertique libyen. Le 25 mai, elles s'étaient emparées de la base de Tamenhant près de la ville de Sebha, après en avoir chassé la «3e force», une milice loyale au gouvernement d'union (GNA) basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale. L'ANL avait promis ven-

geance après une attaque meurtrière (141 morts dont des civils) contre la base aérienne de Brak al-Shati, au nord-est de Tamenhant, contrôlée par ses forces. Le GNA avait condamné l'attaque, assurant ne pas avoir donné d'ordre pour une offensive et annonçant l'ouverture d'une enquête. Après la chute du régime de Mouammar Kadhafi à la suite d'une révolte populaire en 2011, un vide politique et sécuritaire s'est créé dans le sud du pays - une région désertique peuplée de tribus rivales -, laissant place aux trafics en tous genres, à la montée en puissance de milices locales et de jihadistes. AFP

Promotion Modem wifi 4G

Mobilis double vos volumes Internet !

À l'occasion du mois sacré de Ramadhan et pour toute acquisition d'un Pack Navigui 4G Mobilis double vos bonus Internet mensuel. Disponible à travers les 14 wilayas couvertes par son réseau 4G, Mobilis lance durant les 30 jours du mois sacré, son offre promotionnelle spéciale Ramadhan. Constitué d'un Modem wifi de marque Huawei et d'une SIM Navigui 4G, l'offre est associée à trois paliers adaptés aux besoins de ses clients et dotés d'une Bonification internet mensuel x2: - Modem wifi + SIM Navigui à 8 600DA = 60 Go! 3 Go de Bonus de Bienvenue +

WhatsApp Facebook valable 30 Jours + 10 Go/mois de Bonus x 2, offert pendant 3 mois. - Modem wifi + SIM Navigui à 12 990DA = 60 Go! 3 Go de Bonus de Bienvenue + WhatsApp Facebook valable 30 Jours + 5 Go/mois de Bonus x 2, offert pendant 6 mois. - Modem wifi + SIM Navigui à 15 000DA = 120 Go! 3 Go de Bonus de Bienvenue + WhatsApp Facebook valable 30 Jours + 5 Go/mois de Bonus x 2, offert pendant 12 mois. Profitez-en ! Saha Ramdhankoum. Communiqué

ACTU...

Attentat de Londres

Aucun ressortissant algérien parmi les victimes

Aucun ressortissant algérien ne figure parmi les victimes de l'attentat terroriste ayant ciblé samedi soir le pont de London Bridge à Londres, a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif dans une déclaration à l'APS. «Selon les informations préliminaires recueillies par nos services diplomatiques et consulaires à Londres, aucune victime algérienne n'est à déplorer pour le moment dans l'attaque terroriste perpétrée hier soir à Londres», a précisé M. Benali Chérif. L'ambassade et le consulat d'Algérie à Londres «sont en contact permanent avec les autorités britanniques pour suivre l'évolution de la situation», a-t-il assuré.

Médias

Décès du journaliste et directeur du journal *La Tribune*, Hassen Bachir Chérif

Le journaliste et directeur du quotidien *La Tribune*, Hassen Bachir Chérif, est décédé dimanche à l'aube, à Alger, à l'âge de 66 ans, d'un arrêt cardiaque, a-t-on appris auprès de ses proches. Ancien journaliste à *El Moudjahid*, le défunt a également été responsable de la communication au sein du ministère de la Jeunesse et des Sports (1988) et au niveau de la Chefferie du gouvernement (1989-1990), avant qu'il n'intègre l'équipe rédactionnelle de l'hebdomadaire *La Nation*. Avec le défunt Kheireddine Ameyar et d'autres journalistes, il a fondé le quotidien *La Tribune*, qu'il dirigeait à ce jour. L'enterrement eu lieu hier au cimetière de Ben Aknoun.

Condoléances

Profondément affectés par le décès de leur confrère et ami Hassen Bachir-Chérif, directeur du quotidien *La Tribune*, Naïma Mahmoudi et l'ensemble des collectifs des quotidiens *Le Jour d'Algérie* et *Les Débats*, présentent à la famille du défunt et à l'équipe de *La Tribune* leurs sincères condoléances et les assurent de leur profonde sympathie en cette pénible épreuve. Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis

Décès de la journaliste Ghania Yacéf Toumi

La journaliste Ghania Yacéf Toumi, est décédée samedi à Paris des suites d'une longue maladie, a-t-on appris hier auprès de ses collègues. Agée de 39 ans, la défunte a entamé sa carrière en animant des émissions à la chaîne II de la Radio nationale dédiées aux enfants avant de rejoindre la radio El Bahdja. Ghania Yacéf Toumi, mère de trois enfants, sera enterrée à Alger après son rapatriement prévu mardi, selon la même source.

Condoléances

Profondément affectés par le décès de leur consœur de la Radio El Bahdja Ghania Yacéf Toumi, Naïma Mahmoudi et l'ensemble des collectifs des quotidiens *Le Jour d'Algérie* et *Les Débats*, présentent à la famille de la défunte et à l'équipe de la radio, leurs sincères condoléances et les assurent de leur profonde sympathie en cette pénible épreuve. Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis